



Enseignement supérieur

# La rupture attendue de la réforme de la réforme

## ■ Rendre effective l'autonomie des universités

## ■ Une refonte de la politique de la recherche scientifique

LES facs, fabriques à chômage? Cette image qui colle à la peau de l'université est certes entretenue par les difficultés croissantes des diplômés à trouver du travail, mais elle ne doit pas occulter l'émergence des îlots de performance. Les facultés des sciences et techniques -les FST- comme on les appelle dans la profession, ont démontré que l'on peut faire bouger les montagnes et qu'il n'y avait pas de fatalité à la détérioration de la qualité de l'enseignement. La filière «ingénieurs» des FST a réussi à rivaliser et à rattraper le déficit de prestige qui le séparait il y a peu encore des grandes écoles d'ingénieurs. Avec un peu plus d'habileté et en appliquant le

même cahier des charges et les mêmes normes pédagogiques, ces établissements ont transposé les recettes, tout en en extrayant les failles, de ce qui faisait jadis le succès des grandes écoles: une sélection à l'entrée, une adaptation des programmes aux réalités du monde économique, une ouverture sur l'extérieur et une optimisation des compétences du corps enseignant. Le résultat a été immédiat. Les entreprises s'arrachent les lauréats des FST dans le génie civil, le génie énergétique et l'informatique. En avril dernier, le groupe américain Haliburton est venu recruter une quinzaine de jeunes lauréats sur le campus de la Faculté des sciences et techniques de



sortiraient du système public. Si la mission première de l'université est de créer des savoirs et de former des citoyens, elle ne peut pas non plus ignorer la préoccupation première des parents, à savoir l'intégration de leurs enfants sur le marché de l'emploi. La professionnalisation des cursus entamée il y a dix ans, partait de cette idée-là. Mais avec le temps, cet élan s'est émoussé. Par négligence, par installation de mauvaises habitudes et aussi, par manque de moyens. De la réforme de la réforme, on attend qu'elle insuffle du dynamisme dans le système. Et qu'elle brise aussi un certain nombre de tabous. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi reconnaît avec beaucoup d'humilité dans l'interview qu'il a accordée à L'Economiste que l'on s'était trompé sur la vision de l'université.

Mohammedia. Ce premier groupe est parti aux Etats-Unis pour un stage de formation de 18 mois. «Cette opération est une formidable reconnaissance de la qualité de notre formation», confiait alors le doyen de la faculté, le Pr Mustapha Lkhider.

Pourtant, l'idée même d'introduire un cycle d'ingénieurs au sein des FST avait été longuement combattue par le lobby des écoles d'ingénieurs plus par crainte d'une concurrence à laquelle elles n'étaient pas habituées. Pendant l'élaboration des cahiers de normes pédagogiques, les directeurs de ces grandes écoles avaient essayé d'écarter les FST du programme dit des «10.000 ingénieurs» sous prétexte que la création du cycle d'ingénieurs dans les facs dévaloriserait le titre. Il a fallu toute la détermination du ministère de l'Enseignement supérieur pour balayer d'un revers de la main cet argument.

C'est cette réflexion qui occupera l'essentiel des débats de la session en cours du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. Le président du Conseil, Omar Azziman, qui s'exprime pour la première fois depuis sa nomination (voir notre dossier), a planté le décor. Les enjeux de la thématique concernent toutes les composantes de la société. D'où les consultations lancées par le Conseil et la recherche du maximum de consensus sur un sujet élevé au rang de cause nationale. En matière de recherche, les efforts budgétaires réalisés ces dernières années devraient être suivis par une refonte de la politique sectorielle. Sur le terrain, les enseignants-chercheurs sont désemparés. La plupart critique le mode archaïque de promotion basé sur l'ancienneté et non la qualité de la production scientifique. Les sureffectifs dans les facultés ne permettent pas toujours non plus aux enseignants, même les plus déterminés, à se consacrer à la recherche.

## Refonder la mission de l'université

La concurrence sur laquelle tout le monde devise dans les séminaires, n'est pas encore acceptée dans les esprits. Ce qui se passe actuellement à la faculté de médecine à Casablanca en est une nouvelle preuve. Il aura suffi d'une annonce de l'ouverture d'une université intégrant une faculté des sciences et des métiers de la santé pour que le monde des enseignants se mette en ébullition. Manipulé par le syndicat des profs, un groupe d'étudiants multiplie des manifestations pour «dénoncer la privatisation des études de médecine». La réalité est pourtant loin de ce slogan. Et à supposer que cette université était portée par le privé (ce qui n'est pas le cas) il n'y a aucune raison de penser que ceux qui seront formés seront dans l'absolu, de moins bonne qualité que les lauréats qui

sortiraient du système public. Si la mission première de l'université est de créer des savoirs et de former des citoyens, elle ne peut pas non plus ignorer la préoccupation première des parents, à savoir l'intégration de leurs enfants sur le marché de l'emploi. La professionnalisation des cursus entamée il y a dix ans, partait de cette idée-là. Mais avec le temps, cet élan s'est émoussé. Par négligence, par installation de mauvaises habitudes et aussi, par manque de moyens. De la réforme de la réforme, on attend qu'elle insuffle du dynamisme dans le système. Et qu'elle brise aussi un certain nombre de tabous. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi reconnaît avec beaucoup d'humilité dans l'interview qu'il a accordée à L'Economiste que l'on s'était trompé sur la vision de l'université.

A cela s'ajoute une évaluation complètement déconnectée de la performance. Une production de grande qualité aura la même évaluation qu'une production moyenne, voire faible puisque les universités ne disposent pas des mêmes critères d'évaluation, regrette un professeur. La toute nouvelle agence nationale pour l'évaluation de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique apportera peut-être un début de réponse. □

A. S.

**Sup de Co** UNIQUE AU MAROC PARTOUT DANS LE MONDE  
SUPDECO ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

MANAGEMENT FONDAMENTAL BAC+3  
MANAGEMENT SPÉCIALISÉ BAC+5  
SPÉCIALISATION À MARRAKECH

Mastère Spécialisé en Marketing des Services (BAC+6)  
Diplôme de l'ESC Grenoble labellisé par la Conférence des Grandes Écoles Françaises

Master of Science de l'ESC Grenoble à Marrakech  
• Msc Audit – Conseil – Finance (BAC+5)  
• Msc Management des Activités de Service (BAC+5)

POURSUITE DES ÉTUDES À L'ÉTRANGER  
Double Diplômation, Admission Directe en dernière année de :  
• L'ESC Grenoble  
Diplôme labellisé par la Conférence des Grandes Écoles Françaises

Triple diplômation  
• Diplôme de l'ISCID de Dunkerque  
• Mastère de l'Université du Littoral

MBA  
• LSBF «London School of Business and Finance»  
Admission directe en MBA et Masters à Londres

Ter Campus au Maroc : Studios équipés, Restaurant, Connexion wifi

**TOUTES NOS FILIÈRES SONT ACCRÉDITÉES**

www.supdeco.ma  
TEL: +212 (0) 5 24 43 33 93 / +212 (0) 5 24 43 60 00  
FAX: +212 (0) 5 24 43 60 67  
BD PRINCE MOULAY ABDELLAH B.P. 595, GUELIZ 40000 MARRAKECH

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com



Membre de la Conférence des Grandes Écoles (CDGE)

**Chiffres clés**

- 26 ans d'expérience
- 6 Campus
- 1 Centre de recherche avec une plateforme électronique [www.economia.ma](http://www.economia.ma)
- Plus de 3300 diplômés
- Plus de 80% des diplômés employés dans les 6 mois

**Modèle pédagogique**

- Équilibre pertinent entre compétences professionnalisées, culture générale et développement personnel de l'étudiant
- Corps professoral marocain et étranger de haut niveau
- 9 spécialités proposées

**International**

- Partenariats avancés et effectifs avec des institutions étrangères prestigieuses (Dauphine, Sc-Po Paris, Assas, KEDGE, UCLA, Louvain ...)
- Double diplomation (IAE Lyon, Sc-Po Aix)

**Accès parallèles**

- Système d'admission parallèle en 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> année (Master 1)
- Concours d'accès parallèles écrits et oraux à dates fixes

- ✓ Limite d'âge : 21 ans
- ✓ Possibilité de financement partiel par crédit-études

SESSION DE SEPTEMBRE	
Date limite du dépôt de dossier	Lundi 15 septembre 2014 avant 12h00
Épreuves écrites	Mardi 16 septembre 2014
Épreuve orale	Mercredi 17 et jeudi 18 septembre 2014
Proclamation des résultats	Samedi 20 septembre 2014 à 12h00

HEM, 1<sup>er</sup> investissement d'IFC, Société Financière Internationale, membre du Groupe de la Banque Mondiale, dans l'enseignement privé au Maroc.

Campus Casablanca	Campus Rabat	Campus Marrakech	Campus Tanger	Campus Fès	Campus Oujda
0522 52 52 52	0537 65 26 26	0524 38 17 17	0539 30 19 19	0535 64 73 73	0536 50 32 32

[www.hem.ac.ma](http://www.hem.ac.ma)

## Daoudi: «Notre vision de

■ Elle produisait de la quantité au lieu de porter la société vers le savoir

■ Plusieurs fonds mobilisés pour la recherche

Nouveau cahier de normes pédagogiques, réforme de la loi 01-00 régissant l'enseignement supérieur, intégration de l'assistantat, fusion d'universités, augmentation des capacités d'accueil... les chantiers foisonnent. Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi, «tout est à revoir» dans le secteur. Reste à contourner les résistances.

- L'Economiste: Vous avez lancé plusieurs chantiers, qu'est-ce qui reste à améliorer à votre avis?

- Lahcen Daoudi: Tout est à améliorer, il existe encore beaucoup de chemin à parcourir. Il y a un flux d'étudiants toujours plus grand, et il faut que les structures et l'encadrement suivent. Tant que nous n'avons pas encore résolu le

problème du quantitatif, il sera difficile d'exiger le qualitatif. Le nombre de bacheliers a augmenté de 6% cette année. Malheureusement, nous avons +17,98% de lauréats en lettres et sciences sociales, et une baisse de 2% de lauréats en mathématiques. Que faire? Dans les disciplines scientifiques, les effectifs régressent alors que c'est l'inverse que l'on observe au niveau mondial. Il faut renforcer les mathématiques dès le primaire. L'Education

### Privé: La transformation en fondation exonérée?

«LE Maroc est inscrit dans la mondialisation. Mais l'Etat ne peut se positionner comme hub pour l'Afrique seule. Il devra s'ouvrir sur le privé», Insiste Lahcen Daoudi. «Malheureusement, les projets du secteur privé, comme celui de l'université privée de Marrakech de créer une faculté dentaire, ou celui du groupe Lauréate de lancer une faculté de médecine, se heurtent à des résistances», regrette le ministre. Pour évoluer, il va falloir changer de mentalité. En attendant, le ministère s'ouvre sur les projets de partenariat public-public, développés avec des fondations à but non lucratif, même s'ils prêtent aussi à confusion, certains les considérant comme relevant du privé. Or ils donnent lieu à des établissements semi-publics dont les diplômes sont automatiquement reconnus par la loi, à l'image de la toute nouvelle université des sciences de la santé de Casablanca. Pour encourager ce modèle, le ministère est en train de «batailler» en vue d'obtenir la neutralisation fiscale de la transformation des établissements privés en fondation. Certains ont déjà entamé le projet, à l'instar de l'Université internationale de Rabat et de l'Ecole d'architecture de Casablanca. □

nationale recourt à des licenciés en lettres et droit pour enseigner les maths, mais ils n'ont pas le niveau requis. Nous discutons avec mon collègue de l'Education nationale à ce sujet en vue de trouver une solution.

- Comment comptez-vous gérer la pression démographique? Est-il possible de produire de la qualité avec 25.000 étudiants dans une faculté?

- Le défi n'est pas démographique mais de capacité. Logiquement, nous devrions avoir plus d'un million d'étudiants, or nous n'en comptons qu'environ 650.000. Mais il faut reconnaître qu'en matière de capacités, nous n'avons pas

“ FAIS DE TA VIE UN RÊVE  
ET DE TON RÊVE UNE RÉALITÉ ”



“ SKY TRAINING,  
UN CENTRE DE FORMATION AUX MÉTIERS DE L'AÉRIEN...  
UNE RÉFÉRENCE AUX STANDARDS INTERNATIONAUX ”



Si vous rêvez d'une carrière dans l'aviation,  
appelez vite au **0611 54 00 54**  
ou **skytraining96@gmail.com**

# L'université était erronée»

assez préparé l'université marocaine. La vision que nous avons du rôle de l'université était également erronée. Sa mission c'est d'éduquer la société, d'élever son niveau et de l'alimenter en compétences. Ce volet, nous l'avons négligé car nous étions dans la logique de la quantité et des besoins et non pas d'évoluer vers la société du savoir.

**- A vous entendre, il n'y aura donc pas de problème de capacité d'accueil cette année dans les facultés?**

- Il n'y aura pas de grosses difficultés. A Ibn Zohr à Agadir, qui était l'université la plus mal classée, nous avons atteint 280 étudiants pour 100 sièges. Elle n'est plus la dernière en termes d'encadrement. A mon arrivée au ministère, il n'y avait que 600 enseignants. En un an et demi, nous avons fait passer le chiffre à 833, soit +38%.

Cette année à Agadir, l'université comptera 82.000 étudiants, soit une



Lahcen Daoudi, ministre de l'Enseignement supérieur: «Si nous arrivons à récupérer 15% des déperditions, nous aurons rendu service à notre pays, sachant que près de 60% des effectifs de première année ne passent pas en deuxième année» (Ph. Jarfi)

hausse de 9%, mais ça ne nous fait pas peur, car nous avons beaucoup construit.

Au niveau national, nous comptons 52 étudiants par enseignant, avec des disparités entre établissements.

Le problème c'est que les postes budgétaires, votés dans la loi de Finances, arrivent en janvier, bien après la rentrée universitaire. Les recrutements ne démarrent que vers mars ou avril. Il y a donc toujours des décalages par rapport à la rentrée. Or, ce n'est qu'à cette date où nous pouvons connaître précisément les besoins, en fonction des effectifs.

Logiquement, il ne devrait pas y avoir de problème de sous-capacité, car il existe des logiciels qui permettent de gérer jusqu'à 3 étudiants par siège, grâce à la mutualisation des structures. Les universités qui y ont eu recours n'ont aucune difficulté. La moyenne nationale est de 1,59 étudiant pour 1 siège.



**GEC MARRAKECH**  
GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

*L'Excellence Éthique*

**Faites la Différence**  
Intégrez le Programme  
**Grande École (Bac+5)**

**Bourses de Mérite**

**Bac+1**  
Intégrez  
la 2<sup>ème</sup> année du cycle normal

**Bac+2**  
Préparez  
la licence professionnelle

- ⇒ Construisez votre parcours par une pédagogie innovante et personnalisée
- ⇒ Explorez l'international et l'ouverture
- ⇒ Profitez du campus pédagogique & résidentiel au coeur de Marrakech

**NOS PARTENAIRES ACADEMIQUES INTERNATIONAUX**

ASMP Académie des sciences de Management de Paris

IEAM Institut des études d'Administration & de Management

CERE Institut Marseille

DANUBIUS Université de GALATI Roumanie

**GEC Marrakech**  
0524 355 512 - 0671 823 555

**contact@gecmarrakech.com**  
**www.gecmarrakech.com**

QR code and social media icons (Facebook, Twitter, YouTube)

# Daoudi: «Notre vision de

➡➡➡  
- Cela suppose de flexibiliser au maximum l'emploi du temps des enseignants. Ce n'est pas acquis.

- Oui c'est vrai, il y a des résistances,

mais l'évolution est palpable. Si les 25 amphithéâtres commandés à la CGI en 2012 avaient été livrés dans les délais, nous aurions pu sensiblement améliorer la capacité globale. Malheureusement, leur

livraison bute sur des procédures administratives. La CGI devrait les livrer, au plus tard, en juin 2015. D'ici là, il pourrait y avoir quelques soucis dans certaines facultés de droit.

à la sélection à l'entrée. Pourquoi ne pas généraliser ce filtrage au vu de l'énorme taux d'abandon en 1re année de licence?

- Normalement, si un étudiant dépasse 3 ans dans les deux premières années, il est exclu. Les doyens n'appliquent pas cette règle. Vous trouvez parfois des gens qui à 30 ans sont toujours à la faculté.

Celle de droit de Aïn Sebaâ en a exclu plusieurs l'an dernier, celle de Fès aussi. Généralement, les établissements n'appliquent pas la loi par peur de troubles sociaux.

Le niveau de décrochage est inadmissible.

Si nous arrivons à récupérer 15% des déperditions, nous aurons rendu service à notre pays, sachant que près de 60% des effectifs de première année ne passent pas en deuxième année.

- Le débat sur la langue d'enseignement frôle l'hypocrisie. Or tout le monde sait que sans la maîtrise du français, les jeunes n'ont aucune chance sur le marché de l'emploi.

- Le fait est que les étudiants ne maîtrisent ni l'arabe ni le français. Ce n'est pas une question de langue, c'est la technique d'enseignement qui est défectueuse. Mon expérience a démontré que les profils faibles en français échouent à cause de la langue. Il faut donc renforcer le français, mais pas au détriment de l'arabe. Ce n'est pas une solution que de substituer une

langue à une autre, car c'est la pédagogie qui pose problème.

- Les parents désireux d'inscrire leurs enfants dans le privé, peuvent-ils un jour bénéficier d'une exonération fiscale?

- Si jamais nous optons pour l'exonération, nous devons introduire des frais

## Brevets d'invention: Petite révolution

C'ÉTAIT inimaginable il y a quelques années. Les universités, pas très portées sur la recherche et la propriété industrielle, ne déposaient pas de brevets d'invention. En 2013, elles en ont déposé 138, contre seulement 11 en 2009, et pratiquement 0 avant 2007. Elles représentent actuellement 43% des dépôts d'origine marocaine à l'Ompic. «Dernièrement, il y a beaucoup de tapage autour de la recherche. Tout le monde a intériorisé la nécessité de produire et de publier pour avancer. Par ailleurs, beaucoup d'argent a été investi», explique Daoudi.

Et ce n'est pas fini. Après Safran, une nouvelle convention sera signée ce mois-ci avec Dassault pour des projets de recherche. D'autres seront paraphées le 22 septembre avec les ministres portugais, espagnols et français en charge de la recherche. Par ailleurs, les 90 millions de DH mobilisés sur les phosphates seront bientôt activés. Quelque 100 millions seront également mobilisés sur l'agriculture, 20 millions de DH sur les eaux et forêts et 30 millions de DH sur les conserves. Les dépenses pour la recherche ne cessent de grimper, alors qu'en 2012 elles ne dépassaient pas 15 millions de DH. □

- Il manque également des professeurs dans beaucoup de disciplines. Comment expliquer ce défaut de préparation de la relève?

- Nous avons des difficultés par discipline. A titre d'exemple, les docteurs en marketing et en gestion sont presque introuvables.

Pour attirer plus de profils

à l'université, nous avons amélioré les bourses d'excellence en les portant à 3.000 DH contre 2.400 DH mensuels auparavant.

Nous en avons aussi augmenté le nombre qui est passé de 211 à 300. Cela a attiré aussi plus de profils d'ingénieurs doctorants.

Nous allons aussi commencer à recruter dans le cadre de l'assistantat. Le salaire doit être supérieur à celui de l'administration pour attirer les étudiants, c'est-à-dire celui de l'échelle 11 en plus de la prime de recherche. L'assistantat est une voie qui permettra à l'étudiant de rentrer tout de suite dans la vie active. Nous ne prendrons que les meilleurs et ceux qui maîtrisent aussi l'anglais.

- Ne pensez-vous pas qu'il y a aussi un problème de sous-emploi des enseignants? Certains sont dépassés par l'évolution de leur discipline.

- C'est vrai, mais à l'avenir il n'y aura plus de profs dépassés parce que l'avancement de la carrière se fera uniquement sur la base de la recherche et de la production scientifiques. Cette réforme sera applicable à partir de cette année universitaire. Le gouvernement a préparé un décret dans ce sens. Nous travaillons en ce moment sur les critères du dossier scientifique.

- Les Facultés des sciences techniques doivent en partie leur réussite

facebook.com/esismp  
www.esismp.com 05 22 36 29 85

**VITUNJOB** Concentré de réussite 99%

DIPLOMES BAC + 3 & MASTER

UMI

Concentré de réussite 99%

**ESIS** L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE LA SANTÉ AUX EFFETS DÉSIRABLES.

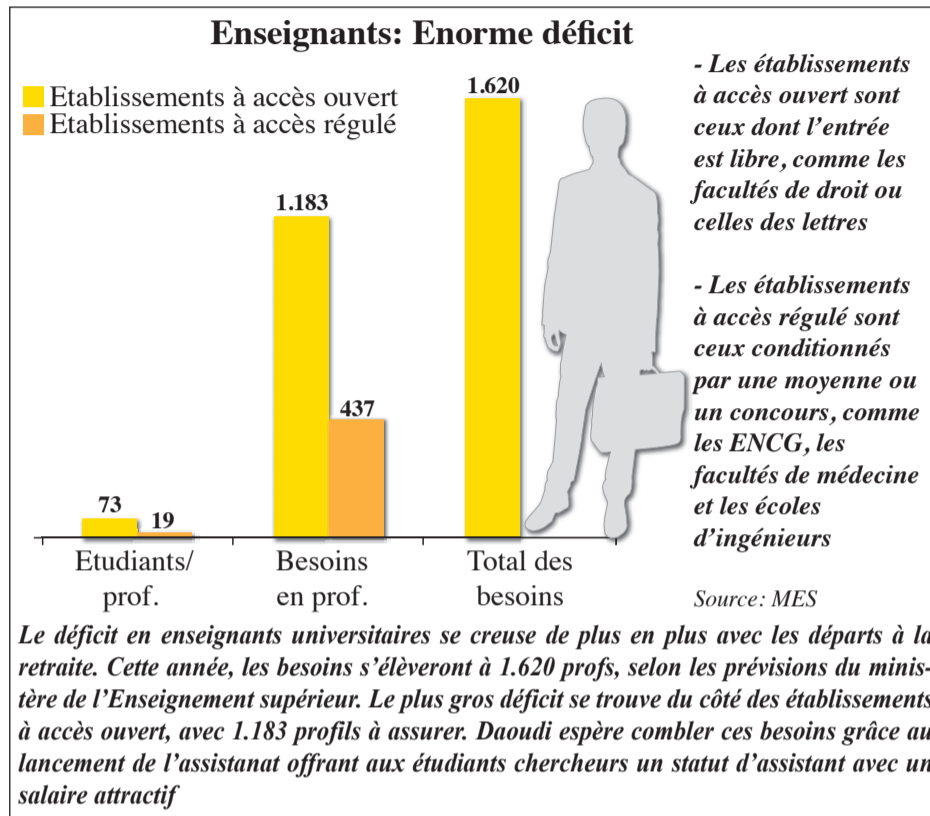
1<sup>ère</sup> ÉCOLE DE FORMATION D'INGÉNIEURS DE LA SANTÉ AU MAROC

# L'université était erronée»

d'inscription à l'université afin de compenser. Or la société n'est pas prête pour cette évolution. Et politiquement, ce n'est pas faisable aujourd'hui.

Est-ce qu'une personne issue d'une couche moyenne est obligée d'aller vers le privé? Lui offre-t-on ce qu'elle cherche? Certainement pas. Il faut d'abord améliorer l'existant pour qu'aller vers le privé ne soit pas une contrainte, mais un choix. Dans le public, il existe aujourd'hui des licences professionnelles, des EST, des ENCG, ... Une offre performante mais pas assez étoffée.

Mais nous ne pouvons pas dans l'état actuel des choses aller vers une défiscalisation, même partielle des frais de scolarité. L'Etat n'en a pas les moyens. Et puis, si nous rentrons dans la logique des exonérations, nous n'en finirons pas. Nous ne savons pas quel est le nombre de personnes à exonérer, ni quel impact cela aurait sur les caisses de l'Etat. Et puis si vous encouragez le secteur, il va falloir



aussi garantir la qualité dans l'enseignement privé. Avec le nombre d'écoles privées, nous en sommes incapables.

**- Pourquoi tant d'hésitations pour mettre en œuvre le processus de reconnaissance des diplômes privés?**

- Nous sommes en train de plancher sur un décret sur les conditions de reconnaissance des diplômes du privé. Le problème c'est que les écoles privées ne disposent pas de suffisamment de profs permanents. Elles prennent donc les nôtres. Pour qu'elles soient reconnues, il faut qu'elles aient leurs propres ressources. Nous sommes en train de les accompagner le temps qu'elles puissent se mettre en conformité et se développer. Le privé n'a pas encore les reins solides. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)

**ESG MAROC** **INSEEC**

**L'alliance de 2 grandes valeurs sûres de l'enseignement supérieur**

USA / EUROPE / AFRIQUE / ASIE

Casablanca • Paris • Bordeaux • Lyon • Alpes - Savoie • Monaco • London • Chicago

**Filières accréditées Bac+3 / Bac+5**  
**Double diplôme public : Licences/Masters**

- Finance - Audit - Contrôle de gestion - Expertise comptable
- Commerce - Marketing - Marketing digital et e-business - Communication - Gestion des Ressources Humaines
- Commerce international - Développement international - Achats internationaux et logistique
- MIAGE - Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion d'Entreprise

**Partenariat Public :**

ENCG Université de Caen Normandie Université Toulouse Capitole 上海交通大学

32, Rue El Bakri ( Tram Ligne 1 - la Résistance ) Casablanca - Tél : 0522 444 001 - E-mail : [info@esgmaroc.com](mailto:info@esgmaroc.com) - Site web : [www.esgmaroc.com](http://www.esgmaroc.com)

# Mariées de force, les universités

## ■ La fusion à Casablanca et Rabat effective

## ■ Décentralisation, formation, coordination,... les défis

## ■ Peu de changements sur le terrain pour le moment

**M**ETTRE en place de grands pôles universitaires avec des mégastructures. C'est le modèle vers lequel le Maroc souhaite s'orienter, avec l'objectif de conférer à ses universités plus de visibilité à l'international. Difficile, en effet, pour les petites structures de biper dans les radars internationaux, dans un contexte ultra-concurrentiel.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi, en avait parlé en dé-

but d'année. Quelques mois plus tard, en juin dernier, la loi 36-14 édictant les modalités de fusion des universités était publiée au Bulletin officiel. Les premiers regroupements sont effectifs depuis le 1er septembre.

Rabat-Agdal et Rabat-Souissi ne formeront plus qu'une seule et unique entité, «l'université Mohammed V de Rabat». Celles de Aïn Chock et de Mohammedia constitueront aussi un seul bloc, «l'université Hassan II de Casablanca». Mais a-t-on suffisamment préparé le terrain pour ce projet d'envergure où le pouvoir de décision vis-à-vis d'une multitude d'écoles et de facultés se trouve centralisé entre les mains d'un seul président?

«Sur le papier, le projet en lui-même est pertinent. Il devrait permettre aux universités de réaliser des économies d'échelle, d'harmoniser leurs formations, de gagner en performance et d'améliorer leur score en matière de recherche. Mais il nécessite une longue phase de préparation», tempère un enseignant-chercheur. «Il aurait fallu

## Les chiffres des nouvelles structures

### Université Mohammed V de Rabat



Un budget de près de 205 millions de DH

- 186 équipes de recherche
- 70 laboratoires
- 6 centres de recherche
- 9 centres d'études doctorales (CED)
- 12 pôles de compétences
- 14 structures labellisées dans le cadre des unités de recherche associées au CNRST
- 2 laboratoires internationaux associés
- 287 publications dans les revues indexées en 2013 pour Agdal et 1.784 entre 2011 et 2013 pour Suissi
- Membre de 3 clusters

- 211 diplômes
- 24 formations doctorales
- 58 spécialités en médecine
- 14 spécialités pharmaceutiques



- 18 établissements sur 5 sites
- 61.360 enseignants
- 1.697 administratifs

Avec cette fusion, les universités de Rabat et de Casablanca feront partie des plus grandes d'Afrique. Elles accéderont également à un meilleur classement en matière de recherche scientifique

### Université Hassan II de Casablanca



Un budget de près de 194 millions de DH

- 75 unités de recherche
- 92 laboratoires
- 6 centres de recherche
- 10 CED
- 4 pôles de compétences
- 14 structures labellisées dans le cadre des unités de recherche associées au CNRST
- 2 laboratoires internationaux associés
- 380 publications dans les revues indexées en 2013
- 10 brevets déposés en 2013
- 356 thèses soutenues en 2013
- 6 projets de recherche avec des entreprises en 2013
- 17 conventions avec le CNRST

- 298 diplômes
- Plus de 19 formations doctorales



- 18 établissements sur 5 sites
- 681.466 étudiants
- 2.139 enseignants
- 1.039 administratifs

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur

d'abord concevoir un plan stratégique de regroupement, définir les nouvelles procédures, former le personnel, développer un système d'information,... Les choses se sont faites dans la précipitation», poursuit-il.

La tutelle a, pour ainsi dire, préféré

marié les établissements, pour ensuite les laisser faire leur apprentissage sur le terrain. Le pari est plutôt risqué, mais pour Lahcen Daoudi, le jeu en vaut la chandelle.

«Il ne faut pas négliger les contraintes. La gestion du budget ne sera, par exemple,

Bacheliers - Universitaires

# Devenez + que Remarquable!



Le pont vers l'entreprise depuis 1981

Entrez dans la dynamique d'une Grande Ecole!

### MANAGEMENT des études sur 3 et 5 ans

- Système d'Information Audit et Contrôle de Gestion
- Système d'Information et Génie Financier
- Système d'Information Marketing et Commerce
- Système d'Information et Management des Ressources Humaines
- Système d'Information et Management touristique

### INGENIERIE des études sur 3 et 5 ans

- Automatique Industriel et Contrôle qualité
- Ingénierie des Systèmes Electroniques et Energies Renouvelables
- Ingénierie des Systèmes Embarqués Mobiles
- Ingénierie des Systèmes de Transmission et Télécoms
- Mobilité et Cloud Computing
- Systèmes Informatique d'Aide à la Décision
- Architecture et Sécurité des Systèmes et réseaux Informatiques
- Ingénierie Logicielle et Développement Web

Des masters d'universités étrangères en double diplomation  
Inscription dans des écoles d'ingénieurs pour préparer des diplômes d'ingénieurs.

Rendez-nous visite!  
Nous vous accompagnerons dans cette formidable aventure de formation.



Renseignez-vous pour savoir quelles options existent dans chaque centre.

FI

IGA - Rabat

27, rue Oqba - Agdal - Tél : 0537 771 468/69/70

IGA - El Jadida

Lot. Najd - I. 29 - Rte de l'ONCF - Tél : 0523 355 051/052

IGA - Marrakech

Rue Ibn Habousse - Hivernage - Tél : 0524 434 844/59/63

IGA - Settat

26, Bd. Hassan II - Tél : 0523 720 103/104

IGA - Fès

38, av. des FAR - Ville Nouvelle - Tél : 0535 621 369/59/67

IGA - Casablanca

Place de Casa-Voyageurs - Tél : 0522 240 605/642



# contraintes de se réinventer

pas facile. L'autonomie des universités devra également être pleinement exploitée. Il sera aussi nécessaire de changer les mentalités, de raisonner en termes de pôles universitaires et non plus d'établissements», souligne Abdelhamid Belhaj, nouveau doyen de la Faculté des sciences de l'éducation de Rabat.

Un seul président et un seul conseil d'administration pour les nouveaux campus. C'est en substance ce qui a changé pour cette rentrée. «Concernant le budget, il y en a désormais un seul avec un ordonnateur unique. Mais cela n'affecte pas vraiment les établissements dont la gestion courante s'opère normalement. Nos programmes pédagogiques et de recherche continuent comme avant», précise Hicham Medromi, directeur de l'Ecole nationale supérieure d'électricité et de mécanique (Ensem) de Casablanca.

## Beaucoup d'attentes

Tout reste donc à construire. Pour réussir le projet, il va falloir d'abord travailler sur la décentralisation du pouvoir. «Le président de l'université devra laisser la gestion du quotidien aux établissements afin de pouvoir se concentrer sur les orientations stratégiques, chercher des pistes de développement, s'ouvrir davantage sur le monde socioéconomique et anticiper les besoins et les évolutions futures», insiste Medromi.

Mutualisation des moyens, coordination des formations, dynamisation de la production scientifique et amélioration du classement du Maroc en matière de recherche... les attentes vis-à-vis des regroupements universitaires sont grandes. «Aujourd'hui, nous sommes 5e au niveau de la recherche en Afrique, d'ici deux ans, nous prendrons la deuxième place», pronostique le ministre. Les nouveaux méga-campus sont censés être plus attractifs, à la fois pour les étudiants, y compris étrangers, et les professeurs, qui devront aussi jouer le jeu et participer pleinement à la réussite du projet. En parallèle, des pôles technologiques seront érigés dans les régions, grâce au regroupement des écoles d'ingénieurs. Mais là aussi, rien n'est acquis. «J'ai réuni les écoles d'ingénieurs de Rabat, puis celles de Casablanca. Elles ne se connaissent pas entre elles et offrent toutes les mêmes formations. Résultat des courses, nous nous retrouvons avec une pléthore d'ingénieurs télécoms, alors que le marché n'est plus demandeur», relève Lahcen Daoudi. «Il n'y a pas de coordination. Par conséquent, nous créons automatiquement du chômage», poursuit-il.

Le rapprochement des six écoles d'ingénieurs de Casablanca (dont 3 ne relèvent


pas du département de l'Enseignement supérieur), par exemple, permettra de rassembler quelque 300 professeurs, d'offrir une trentaine de filières ingénieurs, de former près d'un millier d'ingénieurs par an et de produire 80 thèses de doctorat, selon Medromi. Ce groupement devrait relever de l'Université Hassan II de Casablanca. Dans

une étape ultérieure, les écoles et instituts ne relevant pas de l'enseignement supérieur devraient aussi être intégrés aux pôles mis en place, mais ce n'est pas gagné d'avance. «Il va falloir bien étudier la chose et évaluer le bénéfice qu'ils pourraient en tirer», insiste Mohamed El Moueffak, DG de l'Iscae. Dépendant d'autres départements, disposant de

textes de loi propres et fonctionnant selon des modèles qui marchent plutôt bien, ces établissements pourraient ne pas être intéressés par la fusion. □

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com



**UNIVERSITE UNDIAPOLIS**  
CHOISISSEZ D'ÊTRE ACCOMPAGNÉS  
POUR RÉUSSIR VOTRE AVENIR

13 septembre 2014  
CONCOURS D'ADMISSION ORGANISÉ  
AU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ  
CASABLANCA

Prônant une pédagogie d'enseignement résolument au service de l'étudiant, l'Université Mundiapolis à Casablanca offre à ses étudiants un programme d'accompagnement intégré, baptisé MundiaTawjih. Ce programme est le seul qui offre un soutien à l'étudiant tout au long de son cursus, de la pré-admission jusqu'au 1er emploi.

Concrètement, ceci se traduit par des outils éprouvés pour l'orientation des études et de la carrière, du conseil et du coaching, du perfectionnement linguistique, du développement de compétences avec les employeurs, et de l'outillage pour optimiser son emploi. Autant d'avantages qui font de l'Université Mundiapolis à Casablanca le bon choix.

L'Université Mundiapolis à Casablanca, nous vous accompagnons pour réussir votre avenir.

NOS PÔLES DE FORMATION		
<b>GOUVERNANCE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sciences PO</li> <li>Droit des Affaires</li> </ul>	<b>BUSINESS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Logistique</li> <li>Management</li> <li>Expertise Comptable</li> <li>Marketing</li> <li>Finance</li> </ul>	<b>INGENIERIE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Informatique et Systèmes Embarqués</li> <li>Systèmes d'information et Génie Logiciel</li> <li>Réseaux et Télécommunications Avancés</li> <li>Génie Industriel</li> <li>Génie Logistique</li> </ul>

**120 Bourses d'études seront octroyées pour la rentrée 2014/2015**

L'Université Mundiapolis à Casablanca encourage l'excellence académique et la diversité sociale sur son campus à travers la mise à disposition de 120 bourses d'études au profit de nouveaux étudiants.

**UNIVERSITE UNDIAPOLIS**  
LE MEILLEUR EST EN VOUS

Tél : 05. 29. 01. 37. 07  
www.mundiapolis.ma

# Azziman: «Le défi c'est de penser une

Depuis sa nomination en août 2013, c'est la première fois que le président du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique s'exprime. Pour Omar Azziman, le défi majeur à relever aujourd'hui, c'est celui de penser une réforme ambitieuse et réaliste et de faire en sorte qu'elle soit portée par les acteurs du système éducatif et relayée par l'ensemble de la société. Ce qui revient à faire de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique la deuxième cause nationale après l'intégrité territoriale. Entretien exclusif.

- **L'Economiste:** Quelle est la mission du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique? L'opinion a dû mal saisir le rôle de cette institution.

- **Omar Azziman:** C'est une excellente occasion pour partager avec vos lecteurs quelques réflexions sur le Conseil de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique qui a entamé ses activités aussitôt après son installation par Sa Majesté le Roi le 16 juillet dernier.

Bon nombre de vos lecteurs doivent probablement s'interroger sur l'apport et la vocation de cette nouvelle institution constitutionnelle qui s'occupe, en même temps que les ministères concernés, des questions de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique comme ils pourraient s'interroger sur la nature de la contribution de ce conseil consultatif à



Omar Azziman, président du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique: «Contrairement aux départements ministériels dont l'action s'inscrit dans les programmes gouvernementaux et donc dans le temps des alternances politiques, le Conseil s'inscrit dans la réflexion stratégique» (Ph. Bziouat)

la mise à niveau et à la modernisation de l'école.

C'est pourquoi je précise d'emblée que le Conseil est investi d'une mission consultative et de proposition, c'est-à-

dire qu'il est appelé à donner son avis et à faire des recommandations sur toutes les politiques publiques et les questions nationales qui concernent les domaines de l'éducation, de la formation et de la

recherche scientifique, ainsi que sur les objectifs et le fonctionnement des services publics en charge de ces questions. Mais

## Le plan d'action du Conseil

À partir de septembre 2013, le Conseil a assuré le suivi du processus d'adoption du texte de loi relative au Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique votée en mai 2014 et préparé les projets de textes réglementaires qui serviront de base à son action et la mise en place de ses structures et qui ont été examinés par l'Assemblée générale lors de la première session.

Il a aussi organisé des auditions de toutes les parties prenantes dans le domaine éducatif; ministres, acteurs de terrain, partis politiques, syndicats, parents d'élèves, opérateurs économiques, société civile, élèves et étudiants, experts, oulémas... il a également lancé une enquête auprès des enseignants des différents cycles et niveaux du système éducatif.

En outre, désireux d'ouvrir le débat à tous les citoyens marocains, il a initié une consultation élargie à travers son site web sur l'état des lieux et les perspectives d'avenir du système éducatif, à laquelle des milliers de Marocains ont contribué. □



ECOLE  
D'ARCHITECTURE  
DE CASABLANCA

Le métier d'architecte est fait pour vous !

Architecte

un métier, une passion !

VOUS RÊVEZ D'UNE PROFESSION INDÉPENDANTE  
ET D'UNE CARRIÈRE CRÉATIVE ET PRESTIGIEUSE ?

ACCREDITÉE PAR L'ÉTAT, L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE CASABLANCA (EAC) DISPENSE DEPUIS 10 ANS UNE FORMATION D'EXCELLENCE.

AVEC DES PROFESSEURS DE RENOM, UN CADRE D'ÉTUDES PRIVILIGIÉ ET DE NOMBREUX ÉCHANGES AU MAROC ET À L'ÉTRANGER, L'EAC EST UN PARTENAIRE À LA MESURE DE VOS AMBITIONS.

CONCOURS D'ADMISSION 2014

18/19 Septembre

INFOS: 05 22 75 03 75  
contact@ecolearchicasa.ma

www.ecole-archi-casa.com  
www.facebook.com/ecole.archi.casa

# réforme ambitieuse et réaliste»

il est également chargé, et c'est tout aussi important, de procéder à l'évaluation des politiques et programmes publics qui se rapportent à ces domaines.

## - Comment se fera le partage des rôles avec les ministères qui agissent dans le même périmètre que le Conseil?

- Fort de ses prérogatives, de l'autonomie que lui confère son statut d'institution constitutionnelle de bonne gouvernance, de sa composition plurielle et surtout de son positionnement en tant qu'espace de débat et de réflexion stratégique sur les questions éducatives, le Conseil se trouve habilité à jouer un rôle important dans la réforme, la modernisation et la mise à niveau de notre système éducatif.

Les départements ministériels et leurs multiples ramifications sont dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques et dans la gestion; le CSEFRS, lui, est dans l'évaluation externe et indépendante, dans la réflexion stratégique tendant à relever le niveau et à améliorer

## Les ministres à l'oral depuis hier

APRÈS son installation en juillet 2014, les premières réunions du Conseil ont été consacrées à l'adoption des normes d'organisation et de fonctionnement, à l'élection du bureau et à la constitution des commissions thématiques permanentes ; sans oublier la présentation du rapport d'évaluation sur «la mise en œuvre de la Charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013» qui sera examiné par l'Assemblée générale du Conseil au mois de septembre.

Au cours de la même session de septembre, l'Assemblée examinera aussi les visions et les programmes des ministres en charge des départements ministériels de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique quant à la réforme du système sur les court, moyen et long termes.

Le mois prochain, le Conseil organisera des rencontres régionales afin de faire connaître et partager les grandes lignes du diagnostic établi en vue d'élargir la prise de conscience des grands enjeux et afin d'initier un débat avec les différents acteurs éducatifs sur les grands leviers du changement et de la réforme.

Notre objectif à travers ces rencontres est de partager le

diagnostic et de permettre au plus grand nombre de contribuer à la conception des réformes à engager. Cette opération vise aussi à sensibiliser et à permettre l'appropriation du projet de réforme par le plus grand nombre d'acteurs, ce qui assurera, le moment venu, la mobilisation et la motivation requise par la mise en œuvre des changements.

La démarche s'inscrit dans la perspective de l'élaboration d'un rapport stratégique qui constituera le premier pas sur le chemin de la réforme.

En parallèle, les commissions permanentes du Conseil s'attelleront à l'examen des questions prioritaires du système éducatif dans leurs domaines respectifs de compétence, c'est-à-dire l'accessibilité à une éducation et formation de qualité pour tous, l'amélioration de la gouvernance, la révision du modèle pédagogique en place, la professionnalisation des métiers de l'enseignement, de la formation et de la gestion, la promotion de la recherche scientifique et technique et de l'innovation, et l'amélioration de l'environnement social et culturel de l'école. □

la qualité de l'enseignement et à améliorer les capacités des apprenants comme il est aussi dans le suivi de ses propositions et recommandations.

Contrairement aux départements ministériels dont l'action s'inscrit dans les

www.isg.ma

## Institut Supérieur de Gestion

### Une formation au sommet depuis 30 ans



### Parcours Bac +3

Tronc commun en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années  
Options en 3<sup>ème</sup> année :

**FINANCE-COMPTABILITÉ**

**MARKETING**

Possibilité de double diplôme avec la Licence en Gestion délivrée par



donnant accès aux Masters d'Universités Françaises



### Parcours Bac +5

Tronc commun en 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années  
Options à partir de la 4<sup>ème</sup> année :

**COMPTABILITÉ-AUDIT**

**MARKETING**

**LOGISTIQUE** Nouveau

Possibilité de double diplôme avec les Masters d'Universités Françaises

- Comptabilité, Contrôle, Audit « CCA » dispensant des 13 UE du DCG et de 5 UE sur les 7 du DSCG du cycle d'expertise-comptable (filière française)
- Marketing et Consommation
- Finance et Contrôle de Gestion



Bachelier : admission en 1<sup>ère</sup> année sur étude de dossier et entretien / Titulaire d'un BAC+1, BAC+2 ou BAC+3 en gestion : admission directe en 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> année sur étude de dossier et entretien  
Possibilité d'alternance avec votre activité salariale

23, rue El Houcine Ben Ali - proximité trésor (centre ville) - Casablanca  
Tél. : 05 22 27 05 50 / 05 22 27 57 30

23, rue Hafid Ibrahim - Quartier Gauthier - Casablanca  
Tél. : 05 22 26 63 12 / 05 22 26 62 79

Membre de la conférence des grandes écoles

# Azziman: «Une réforme ambitieuse et réaliste»

programmes gouvernementaux et donc dans le temps des alternances politiques, le Conseil s'inscrit dans la réflexion stratégique qui, par nature, se déploie dans la durée et sur le long terme et donc bien au-delà de la durée de vie des gouvernements. Cette seule observation montre à l'évidence une différence de temporalité qui permet, entre autres, d'assurer la continuité des réformes et des actions qui s'inscrivent dans la durée et qui sont le propre de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. D'autant plus que dans la situation actuelle, le mal est si profond et la complexité si grande que le changement ne peut s'inscrire que dans la durée même si certaines actions peuvent produire des résultats partiels mais tangibles à court terme.

- **Quelle sera votre démarche et comment comptez-vous capitaliser sur ce qui avait été réalisé par l'ex-Conseil supérieur de l'enseignement?**

- Le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scienti-



Omar Azziman: «De par les enjeux et le consensus recherché, l'éducation, la formation et la recherche scientifique constituent de fait la deuxième cause nationale après l'intégrité territoriale» (Ph. Bziouat)

fique, pour rappel, a remplacé le Conseil supérieur de l'enseignement. Le Conseil

dans son ancienne mouture avait à son actif bon nombre d'acquis que le présent CSEFRS a choisi, le plus naturellement du monde, d'approfondir et de développer.

tements gouvernementaux en charge de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, sont des acteurs privilégiés pour la réussite de la réforme

représentativité et expertise, en fait un espace de débat pluriel qui permet l'expression de sensibilités diverses, stimule la réflexion collective et incite à la mobilisation autour des questions de l'école qui se trouvent au cœur des préoccupations des citoyens. Le principal trait distinctif de la démarche actuelle du CSEFRS, c'est son caractère largement participatif et inclusif. Dès sa réactivation en août 2013, le Conseil avait tenu à associer à sa réflexion sur l'avenir de l'école marocaine l'ensemble de la société marocaine.

Dans cette approche participative, les départe-

## Partir des acteurs du terrain

L'ÉDUCATION et la formation s'acquièrent à l'école et c'est donc là qu'il faut agir pour relever le niveau et améliorer la qualité. Ceux qui rendent effective une réforme ne sont ni les politiques ni les technocrates ni les experts qui l'ont portée. Ceux qui font la réforme ce sont les éducateurs, les enseignants, les directeurs d'établissements, les inspecteurs, les conseillers pédagogiques... qui sont en première ligne et c'est d'eux que dépend le succès ou l'échec d'une réforme. D'où la nécessité de faire de la démarche participative un impératif majeur pour que tous les acteurs de la scène éducative participent à l'élaboration des changements, s'approprient la réforme et se mobilisent pour la mettre en œuvre avec conviction et détermination.

Les autres fondements méthodologiques sur lesquels se base cette démarche sont la rigueur et le respect des normes et standards scientifiques en matière d'évaluation, l'ouverture sur les bonnes pratiques et les expériences réussies à l'échelle internationale notamment celles des pays de niveau de développement comparable au nôtre. Il faut ajouter la promotion d'un espace de débat ouvert sur la pluralité et la diversité des points de vue, espace où l'intérêt de l'école marocaine et des apprenants doit naturellement passer avant toute autre considération. □

Ainsi, par exemple, l'élaboration du rapport d'évaluation sur la «mise en œuvre de la Charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013: acquis, déficits et défis» que le CSEFRS a engagé depuis ma nomination à sa tête en août 2013, a été en partie basée sur les travaux de l'ancien conseil, notamment ses différents rapports d'évaluation et nombre d'études et de recherches réalisées entre 2006 et 2010. Elle a aussi pris en considération les conclusions des nombreuses auditions réalisées en 2013 et 2014, la contribution des formations politiques et syndicales ainsi que le résultat des enquêtes réalisées par internet.

La composition du Conseil, qui allie

de notre système éducatif. Le Conseil œuvre en étroite concertation avec ces départements ainsi qu'avec les autres partenaires et acteurs concernés. L'objectif final étant de cerner les forces et les faiblesses du système, d'identifier les déficits et les dysfonctionnements en vue de surmonter les difficultés et de veiller à l'amélioration constante et à l'adaptation permanente du système éducatif. □

Propos recueillis par  
Abashi SHAMAMBA

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

Bacheliers - Universitaires

Devenez + que  
Remarquable!



### ÉCOLE D'INGÉNIERIE

Plusieurs spécialités en Ingénierie :

Logiciels et Traitement d'Images,  
Réseaux Informatiques et Sécurité,  
Systèmes Automatisés et Contrôle Qualité,  
Télécoms et Réseaux et Systèmes Embarqués,  
Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion des Entreprises (MIAGE)



### ÉCOLE DE MANAGEMENT

Plusieurs spécialités en Management d'Entreprise :

Génie Financier,  
Marketing et Commerce,  
Audit et Contrôle de Gestion

Plusieurs MASTERS  
en Double Diplômation

LE PONT VERS L'ENTREPRISE  
DEPUIS 1981



IGA - Casablanca (3 centres)

<b>IGA - Belvédère</b> Place de la Gare Voyageurs 20300 Casablanca Tél : 0522 24 06 05 / 42	<b>IGA - 2 Mars</b> 41, Avenue 2 Mars 20500 Casablanca Tél : 0522 26 33 23 / 37 / 45	<b>IGA - Maârif</b> 279, Boulevard Bir Anzarane 20100 Casablanca Tél : 0522 23 72 91 / 94 / 98
--	---	---

[www.iga-casablanca.ma](http://www.iga-casablanca.ma)



**UNIVERSITÉ  
PRIVÉE DE FÈS**

*Savoir plus, Valoir plus.*



**Savoir plus,  
Valoir plus.**

- FILIÈRES ACCRÉDITÉES PAR L'ÉTAT
- SEMESTRES D'ÉCHANGE À L'INTERNATIONAL
- DOUBLES DIPLÔMES
- STAGES EN ENTREPRISES

**BAC+3 & BAC+5**

**FSI**

FACULTÉ  
DES SCIENCES  
DE L'INGÉNIEUR

GÉNIE CIVIL

GÉNIE  
ELECTRONIQUE  
AUTOMATISME ET  
AUTOMATIQUE

GÉNIE  
INDUSTRIEL

GÉNIE  
ENERGÉTIQUE

GÉNIE  
INFORMATIQUE

**ESMAB**

ECOLE SUPÉRIEURE DES MÉTIERS  
DE L'ARCHITECTURE D'INTÉRIEUR  
ET DU BÂTIMENT

ARCHITECTURE  
D'INTÉRIEUR

DESIGN PRODUIT

**IHEJS**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES  
JURIDIQUES ET SOCIALES

DROIT DES AFFAIRES

DROIT NOTARIAL

**EMFÈS**

ECOLE DE COMMERCE  
ET DE MANAGEMENT DE FÈS

COMPTABILITÉ,  
CONTRÔLE ET AUDIT

COMMERCE ET  
MARKETING

RESSOURCES  
HUMAINES

LOGISTIQUE

**PRÉPAS' TECH**

CLASSES PRÉPARATOIRES  
AUX GRANDES ECOLES

POUR L'ACCÈS AUX  
GRANDES ECOLES  
DE COMMERCE  
MAROCAINES  
ET FRANÇAISES



1<sup>ÈRE</sup> UNIVERSITÉ  
PRIVÉE À FÈS  
AUTORISÉE  
PAR L'ÉTAT

[upf.ac.ma](http://upf.ac.ma)

**0535 610 320**

# L'autonomie inachevée de l'université

## ■ Les présidents parfois obligés de transiger avec les conseils

## ■ Sous la pression des syndicats, la gestion du personnel reste centralisée au ministère

DES réussites, mais aussi des ratages. 14 ans après sa mise en œuvre, la réforme de l'enseignement supérieur n'a pas tenu toutes ses promesses sur l'autonomie dont les universités étaient censées être investies. «La majorité des dispositions de la loi 01-00 ont bien été mises en œuvre, mais n'ont pas bien fonctionné», affirme Abderrahmane Lahlou, expert en éducation et consultant auprès du groupe Banque mondiale au Maroc.

Sur le papier, la loi 01-00 attribue aux universités une personnalité morale et une grande autonomie administrative, financière et pédagogique. Mais dans les faits, les choses ne sont pas aussi simples. «L'une des failles de la réforme concerne le rat-

tachement du personnel administratif et d'encadrement des universités au ministère de l'Enseignement supérieur. Les syndicats ont obtenu ce statu quo qui a enlevé tout moyen de pilotage aux présidents et doyens. Or, la loi accorde aux présidents d'université une marge de manœuvre en matière de gestion des ressources humaines», explique un universitaire. La

centralisation de la fonction GRH ne leur permet pas de gratifier les enseignants méritants ni de prendre des sanctions à l'encontre des défaillants. Ce qui limite l'autonomie et la force de frappe des universités.

A la charge de la réforme, l'amélioration de la gouvernance à travers l'institutionnalisation des conseils présidés par les présidents d'universités. Dans le

de l'enseignement supérieur a également introduit la notion de modularisation des programmes. Sauf que la mise en place de ce dispositif a été chaotique à cause des hésitations au sujet de la durée des études du master. Ce qui avait provoqué des grèves estudiantines. Fixée au départ à deux ans et demi, elle a été ramenée à deux ans. Mais la préparation du mémoire de fin d'études déborde souvent sur cette durée.

Toujours au niveau académique, les universités ont introduit un module de langue française. Là encore, le déploiement du dispositif a connu des ratés. Le contenu du module n'était pas efficace et les enseignants étaient des vacataires, parfois démotivés, et qui ne tardaient pas à prétendre à un statut d'enseignant. Du coup, dans la majorité des universités, le module langue française n'a pas donné les résultats escomptés.

En 2006, le ministère de tutelle a lancé une importante réforme. Il s'agit de l'accès régulier au master. A l'époque, l'inscription était réservée aux licenciés qui réussissaient au test de sélection. «C'est une réforme qui a bien marché puisque les étudiants étaient sélectionnés sur la base de leurs compétences, faisaient preuve de motivation et se voyaient attribuer des masters polyvalents très prisés sur le marché du travail», précise Lahlou.

La réforme de l'enseignement supérieur a enregistré quelques réussites dans ses aspects administratifs et de gestion, mais elle n'est pas allée en profondeur, c'est-à-dire la dimension académique. Les enseignants ne sont pas impliqués dans la réforme. De plus, l'équilibre entre l'enseignement théorique et pratique n'est pas assuré. La professionnalisation s'est,



La réforme de l'enseignement supérieur pour donner plus d'autonomie aux universités butte encore sur des résistances de la part du personnel administratif et professoral. Ce dernier refusant d'être rattaché à l'université comme le prévoit la loi et préfère être régi par le statut des fonctionnaires du gouvernement (Ph. Archives de L'Economiste)

schéma précédent, ces structures étaient formelles. A la faveur de la réforme, les conseils d'université sont devenus plus dynamiques, même si les débats ressemblent parfois à des palabres. Les décisions sont adoptées sur vote. Il n'est pas rare que la politique ne s'en mêle pas. Les présidents sont alors obligés de transiger en constituant une commission, en référant au ministre ou encore en reportant la décision. L'objectif étant d'éviter des situations de blocage. Ce qui induit souvent à des «consensus mous». Par ailleurs, le fait que le président soit à la tête du conseil d'uni-

## Le désordre originel dans les accréditations

PLUSIEURS universités avaient lancé des licences et des masters, sans en demander l'accréditation au ministère de tutelle. En 2006, la Commission nationale d'accréditation et d'évaluation de l'enseignement supérieur est devenue opérationnelle. Et depuis, aucune université ne pouvait plus lancer de licence ou de master sans le feu vert de ladite Commission qui statue sur la conformité avec le cahier des normes pédagogiques nationales. Là encore, la réforme a marché mais uniquement sur le plan fonctionnel. «Il y a eu une inflation de licences et de masters. Et tous les masters accrédités n'ont pas été ouverts faute de moyens humains, matériels et financiers», rappelle l'expert. Ce qui donnait parfois lieu à des situations pour le moins cocasses: des universités proposent une formation en informatique alors qu'elles ne disposaient pas d'ordinateurs. Les ressources du plan d'urgence en 2009 ont apporté une réponse sur la capacité d'accueil, mais sur l'aspect académique. □

versité peut être considéré comme une preuve de manque d'objectivité. «La responsabilité doit toujours avoir pour corollaire la reddition des comptes. Par conséquent, qui pourra évaluer un président à la fin de son mandat de quatre ans puisque le conseil d'université n'a pas cette vocation à l'image d'un conseil d'administration?» signale le professeur universitaire.

Sur le plan académique, la réforme

certes, améliorée à travers le lancement des licences professionnelles, mais l'équilibre entre la théorie et la pratique continue de faire défaut à l'écrasante majorité des licences fondamentales et des masters. □

Hassan EL ARIF

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com



### L'Ecole de l'Expertise Comptable où l'accès au Diplôme d'Expertise Comptable français est assuré avec :

#### 1. Licence 3 CCA - Comptabilité Contrôle Audit -

Formation de 3 années ouverte sur concours aux titulaires d'un baccalauréat scientifique, économique ou technique :

- Après deux années d'études : obtention d'un Diplôme Universitaire de Technologie, Gestion des Entreprises et des Administrations, Option : Finances Comptabilité de l'IUT de Bordeaux - DUT GEA FC.
- Après une année d'études : Obtention de la "Licence CCA" (Comptabilité, Contrôle Audit) de l'Université de Bordeaux.

Accès direct sur étude du dossier aux titulaires d'un "DUT GEA - FC" et sur concours aux titulaires d'un autre bac+2 (DEUG, BTS, autre DUT ...)

#### 2. Master CCA - Comptabilité Contrôle Audit -

**Master 1 CCA:** ouvert sur concours aux titulaires d'un bac+3 en gestion.

**Master 2 CCA:** ouvert sur concours aux titulaires d'un minimum de Bac+4 en gestion.

Obtention du "Master 2 CCA" délivré par l'Université de Bordeaux qui confère des équivalences avec le diplôme d'État français d'expertise comptable.

Date de recrutement : courant septembre



Institut Supérieur de Comptabilité Audit et Finance — ISCAF  
21, Rue de l'Olympe - Quartier des Hôpitaux - Casablanca  
Tél. 05.22.86.20.40 - Fax. 05.22.86.24.40

# Master, mastère,... comment s'y retrouver?

## ■ Le premier est un label étatique, le second, un diplôme d'établissement

LA hausse du taux de chômage, associée à celle des diplômés qui arrivent chaque année sur le marché du travail, pousse les entreprises et l'administration d'être de plus en plus exigeantes dans le choix de leurs recrues. Pour avoir plus de chances d'être retenu, le candidat doit se distinguer des autres profils. Aujourd'hui, la meilleure arme pour optimiser ses chances de décrocher un «job» est de présenter une formation au-delà du bac+3. Entre diplôme accrédité et non accrédité, le choix d'une formation pour obtenir un bac+5 n'est pas une mince affaire. Éléments pour vous aider à trancher:

### ■ Master et Mastère spécialisé

Proposés par les établissements privés, les mastères spécialisés ont toujours la cote auprès des étudiants et des salariés. Ils offrent une spécialisation pointue dans un domaine particulier pour faciliter l'insertion professionnelle. Surtout qu'ils sont généralement élaborés en collaboration avec des entreprises afin d'adapter la formation à leurs besoins.

### Attention à la confusion!

LE ministre de l'Enseignement supérieur met en garde contre les masters professionnels qui ne peuvent pas ouvrir la voie à des études doctorales. «Il n'y a que le master fondamental qui mène au doctorat. Celui dit professionnel donne accès à l'entreprise. Ce sont donc deux chemins différents», rappelle Lahcen Daoudi. Malgré une forte demande, le département de tutelle n'envisage pas pour le moment de créer de passerelles permettant de passer du privé au public. Car, «la priorité est donnée au partenariat public-public», explique-t-il. □

Outre les grandes écoles, les universités proposent aussi des masters spécialisés. C'est le cas de la Faculté des lettres et des sciences humaines qui offre deux masters spécialisés dont l'un porte sur la communication des organisations.

### ■ Master

Le terme master fait référence à un diplôme délivré par l'Etat. C'est l'équivalent de l'ancien DESA. Orienté vers les études approfondies, le master se prépare en deux années après la licence (bac+3) et sanctionne donc cinq ans d'études après le baccalauréat. En dépit d'une forte demande, l'offre en master ne dépasse pas 1.300. D'autant que la capacité d'accueil en master reste limi-

tée à 30 ou 40 places. En matière de choix, il faut faire attention à ne pas tomber dans certains pièges. Certaines écoles profitent de la confusion entre master et mastère pour induire en erreur le candidat. Elles ne peuvent en fait dispenser que le mastère.

### ■ MBA

Le master of business administration (MBA) jouit d'une forte aura. Il s'adresse

surtout aux cadres seniors pour leur permettre de renforcer leurs compétences managériales. Ce label est délivré par les grandes écoles privées comme HEM mais aussi par des établissements publics comme l'Iscae où le nombre de candidatures a été multiplié par 3 lors des 4 dernières années. Sans oublier le MBA délocalisé de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC) à l'Ecole Hassania

des travaux publics (EHTP), et qui figure parmi les plus prestigieux au monde. La demande émane surtout des ingénieurs. Ces derniers représentent en effet 42,9% des lauréats de MBA au Maroc, selon une étude réalisée par le cabinet InvestRH. □

Hajar BENEZHA

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

**ESCA**  
Ecole de Management

PARCOURS GRANDE ECOLE,  
anticipez votre avenir avec assurance!



1<sup>ère</sup> Business School au Maroc  
et en Afrique francophone\*

\*Classements : Jeune Afrique 2013 N° 2755-2756 et Eduniversal 2013  
www.eduniversal.com / www.best-masters.com

Accédez à un enseignement  
solide et ouvert

Vivez une expérience  
internationale unique

Obtenez un diplôme  
de valeur sûre

91 enseignants hautement qualifiés,  
59 intervenants professionnels et  
praticiens reconnus, 35 séminaires  
professionnels, 1 coach par promotion.  
Une médiathèque en ligne avec plus  
de 15500 ouvrages de gestion et de  
management.

60 visiting professors internationaux,  
59 partenaires, des semestres  
d'études dans les 4 continents, 4  
langues enseignées et 5 choix de  
parcours en double diplôme avec des  
institutions prestigieuses.

5 années de cursus pour le Parcours  
Grande Ecole, 14 mois de stage,  
3 sessions de jeux d'entreprises,  
4 mémoires de recherche et 1 thèse  
professionnelle.

20  
ans & plus  
de Leadership

Le Millénaire 7, rue Abou Youssef El Kindy, Boulevard Moulay Youssef 20 070  
Casablanca - Maroc - Tél. : +212 5 22 20 91 20 - Fax : +212 5 22 20 91 15  
ibenjelloun@esca.ma • www.facebook.com/escamaroc

www.esca.ma

# Université Mohammed VI Polytechnique Rabat

## Trois Grandes Écoles

**MOROCCAN  
SCHOOL OF  
GOVERNANCE**

المدرسة المغربية  
للحكمة

**MOROCCAN  
SCHOOL OF  
SOCIOLOGY**

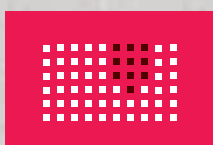
المدرسة المغربية  
للعلوم الاجتماعية

**MOROCCAN  
SCHOOL OF  
ECONOMICS**

المدرسة المغربية  
للعلوم الاقتصادية

## Deuxième Cycle BAC +5

Candidatures ouvertes jusqu'au 30 septembre 2014



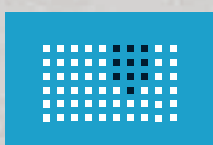
### Science politique

**Master Etudes politiques et internationales**  
Rabat-Aix en Provence



### Sciences sociales

**Master Analyse Comparée des Sociétés Méditerranéennes**  
Rabat – Turin



### Economie

**Master Etudes économiques et internationales**  
Rabat – Aix en Provence – Grenoble





Journalisme et communication

# Une offre de plus en plus diversifiée

■ Des écoles enregistrent un taux d'insertion de près de 100%

■ Les universités optent pour des licences professionnelles

LA libéralisation du secteur du journalisme et de l'audiovisuel a boosté la demande en filières de formation. Il y a à peine une dizaine d'années, les journalistes étaient rarement issus de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (Isic), unique centre de formation spécialisé en journalisme. La grande partie de la profession provenait généralement d'horizons divers, avec pour point commun de fortes aptitudes en culture générale, rédaction, analyse et traitement de l'information. Parallèlement, cette ouverture du secteur a aussi favorisé la multiplication d'agences de communication chargées d'élaborer et de placer des campagnes publicitaires dans

les différents organes de presses (écrite ou audiovisuel). Toutefois, la multiplication de supports en tous genres, surtout au niveau de la presse électronique a renforcé la demande en candidats à l'embauche ayant déjà assimilé les pré-requis du mé-

tières de spécialité et sur quelques matières d'appoint (droit des médias, sociologie des médias, psychologie sociale, économie des médias et langues...). Cette formule vise à former des journalistes généralistes ou des professionnels de la communication.

l'ESJC (Ecole supérieure de journalisme et de communication). Depuis sa création en 2008, une quarantaine de lauréats de l'ESJC ont déjà fait leurs preuves sur le marché de l'emploi. «Les diplômés des 3 promotions (2011 à 2013) sont au nombre de 36 lauréats. Sans compter les 18 soutenance bac+3 et les 10 masters», explique Badiaa Essauri, directrice pédagogique. Le taux d'insertion des diplômés avoisine les 100%. «L'école met également tout en œuvre pour le recrutement de ses lauréats. Nous assurons un lien permanent entre le monde de l'entreprise et celui de la formation», affirme la directrice pédagogique.

Une large part de l'enseignement est consacrée à toutes les techniques d'expression, orale, écrite et visuelle ainsi qu'aux méthodes et solutions de production audiovisuelle. L'étude des médias, de leur impact et de leurs spécificités permet aussi de développer une stratégie médias pertinente, qu'elle soit au service d'une information ou d'une publicité. □

A. At.

## Formation à la carte

DEUXIÈME volet de la formation continue, la formation à la carte qui répond aux besoins exclusifs et bien définis des administrations, entreprises, collectivités ou individus. Cette formule repose sur une formation pointue et spécialisée pour des profils spécifiques: designer, directeur artistique de publication, secrétaire de rédaction, attaché de presse d'une administration publique ou d'une collectivité... □

tier. Avec sa moyenne de 180 lauréats par an, l'Isic reste une école de référence dont la formation initiale est structurée en trois départements: presse écrite, audiovisuel ou encore communication des organisations. L'école propose également tout un programme assez varié de formation continue. Ce programme comprend une formation fondamentale axée sur les principales ma-

La formation est sanctionnée par un certificat d'aptitude professionnelle en journalisme et communication. Reste qu'à lui seul, et compte tenu de la forte demande, l'Isic n'est plus en mesure d'alimenter le secteur. Du coup, plusieurs universités proposent des licences professionnelles en journalisme. Les écoles privées ne sont pas en reste. Parmi les plus en vue,



**Nos Filières Accréditées :**

- Parcours Grande Ecole (Bac+3)
- Finance d'Entreprise (Bac+5)
- Contrôle de Gestion (Bac+5)
- Marketing et Stratégie Commerciale (Bac+5)

**Masters diplômés d'état Français :**

- Master Droit des Affaires (Bac+5) de l'Université de Bourgogne
- Master Contrôle de Gestion et Nouveaux Systèmes Technologiques (Bac+5) de l'Université de Montpellier
- Master Marketing et Relation Client (Bac+5) de l'Université de Montpellier

**Master Belge :**

- Exécutive Master en Communication d'entreprise - IHECS, Bruxelles (Bac+6)

**Cycle Doctoral :**

- Cycle Doctoral en partenariat avec l'Université de Montpellier I et l'Université de Bourgogne-Dijon

**Campus Résidentiel :**

- Moderne, agréable, équipé selon les normes internationales

**Hautes Etudes Economiques, Commerciales et d'Ingénierie**

*La Voie vers les Métiers du Management*



**Nouveau :**

- Echange d'étudiants à l'international :
  - o Séjour d'un semestre à Paris
  - o Séjour d'un semestre à La Rochelle
- Exécutive Master en Communication d'entreprise IHECS, Bruxelles (Bac+6)



- Ouverture des Inscriptions 2014/2015
- Test d'Admissibilité Ouvert, Gratuit et sur Rendez-Vous
- Admission Parallèle en 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, et Cycle de Master







[www.ecoleheec.ac.ma](http://www.ecoleheec.ac.ma)

Avenue Allal El Fassi, Rue Abou Oubaida, en face de la salle couverte Benchakroun  
E-mail: [contact@ehec.ac.ma](mailto:contact@ehec.ac.ma) - Tél.: +212 (0) 524 31 44 10 - Fax: +212 (0) 524 31 44 20

# Une faculté de médecine controversée à Casablanca

■ L'université Mohammed VI des sciences de la santé ouvre le 8 octobre

■ Elle est portée par la Fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaid

■ Ce nouveau statut dérange dans les milieux enseignants

L'UNIVERSITÉ Mohammed VI des sciences de la santé de Casablanca, qui ouvre cette rentrée, suscite la polémique. En attendant que son campus soit construit, elle sera abritée dans les mêmes locaux que l'UIC - Université internationale de Casablanca, à Sidi Maârouf. Les étudiants de la faculté de médecine de Ca-



*L'Université des sciences de la santé est une institution publique, gérée selon le modèle privé. Elle adoptera dès le départ le système LMD (Licence, Master, Doctorat)*

*(Conception Fotolia)*

sablanca ont organisé plusieurs manifestations pour dénoncer ce qu'ils qualifient de «privatisation de l'enseignement de la médecine». L'hypothèse d'une manipulation par des syndicats de professeurs, n'est pas à écarter.

En fait, l'établissement est né d'un partenariat public-public. Il a été créé en vertu d'une loi, votée par le Parlement. Cette université, portée par la Fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaid, est un établissement public, insiste le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi. Sauf qu'il sera géré selon le modèle privé. L'université, qui opérera en partenariat avec le ministère de la Santé, ouvrira ses portes dès cette année. A terme, elle devrait accueillir plus

de 2.500 étudiants. L'institution d'enseignement supérieur sera composée de la Faculté de médecine, de l'Ecole supérieure des sciences infirmières et de génie biomédical, l'Ecole supérieure de la santé publique et le management des systèmes de santé. Un centre de recherche scientifique et technologique est également prévu. Il a pour mission de contribuer au développement de la recherche dans les sciences de la santé.

ra la main sur le contenu des programmes, qui sont inspirés des cursus internationaux. Le ministère exercera d'ailleurs ses prérogatives en matière de contrôle pédagogique et scientifique. L'architecture des cursus s'appuie dès le départ sur le système LMD (Licence, Master, Doctorat), en retard de 13 ans dans les autres facultés de médecine. La langue anglaise fera partie des matières enseignées pour permettre aux étudiants de se familiariser avec la documentation internationale, incontournable dans la plupart des disciplines. Autre point négocié avec l'université, l'inscription d'un quota de 20% d'étudiants boursiers.

Le ministère de l'Enseignement a également obtenu l'interdiction de recruter les professeurs qui auront démissionné des autres facultés de médecine.

L'université des sciences de la santé aura un rayonnement international, puisqu'elle accueillera des étudiants nationaux et d'autres régions telles que la région Mena et l'Afrique subsaharienne. Elle cible les ressortissants étrangers désireux de poursuivre leurs études supérieures au Maroc et qui se heurtent au quota de 5% de sièges imposé aux étudiants étrangers. Avec l'ouverture de

## Des prérogatives renforcées

LA loi 29.14 relative à la Fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaid, telle que modifiée, a été publiée au Bulletin officiel du 14 août 2014. Elle accorde à l'institution de nouvelles prérogatives. Outre la création d'établissements spécialisés dans la santé, la Fondation contribuera à la promotion de la recherche scientifique et technologique en partenariat avec les départements concernés, notamment le ministère de tutelle, les CHU, les autres universités... La Fondation accueillera également les bénéficiaires de la carte d'aide médicale en vertu d'un décret qui reste à préparer. La Fondation pourra également développer des programmes de prévention en partenariat avec le ministère de la Santé et autres institutions œuvrant dans le même domaine. La mise à contribution des enseignants-chercheurs des autres facultés de médecine et de médecine dentaire, des médecins du public dans la réalisation des objectifs de la Fondation est également possible mais dans des conditions verrouillées. L'objectif étant de ne pas pénaliser les institutions dont ils émanent. La Fondation Cheikh Ibn Zaid sera dirigée par un responsable qui sera nommé par dahir. Ce qui renforce le caractère public de l'institution. □

de 2.500 étudiants. L'institution d'enseignement supérieur sera composée de la Faculté de médecine, de l'Ecole supérieure des sciences infirmières et de génie biomédical, l'Ecole supérieure de la santé publique et le management des systèmes de santé. Un centre de recherche scientifique et technologique est également prévu. Il a pour mission de contribuer au développement de la recherche dans les sciences de la santé.

l'université Cheikh Khalifa et bientôt les facultés de médecine d'Agadir et de Tanger, le Maroc entend se positionner sur le business du savoir sur le plan régional. Ce qui permettra au Maroc de générer une économie substantielle et d'avoir de la visibilité internationale. La Jordanie, qui s'est déjà lancée dans cette expérience, draine des recettes annuelles de 1 milliard de dollars grâce à ses universités. □

Hassan ELARIF

Bien que les études soient payantes, l'accès sera soumis aux mêmes conditions que les autres facultés de médecine. Le ministère de l'Enseignement supérieur garde-

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

SOUS LE HAUT PATRONAGE  
DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

# Forum International des Masters et Formation Continue

**25 - 27 Sept**  
à la Foire Internationale de Casablanca

**12<sup>ème</sup> Edition**  
Diplômés, Cadres, Dirigeants  
Pour accroître votre compétitivité

**Foraction**  
La Formation au Service de Votre Performance

www.etudiant.ma

Partenaire Media Officiel: 2M, OFFPE, AGEF, HIT-RADIO, ARCANER, GROUPE L'ETUDIANT Marocain

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES  
ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Partenaire Presse: Al-Bayaneh, Al-Moudjahid, Al-Naba, Al-Wakeel  
Partenaire Presse: Al-Bayaneh, Al-Moudjahid, Al-Naba, Al-Wakeel  
Partenaire Presse: Al-Bayaneh, Al-Moudjahid, Al-Naba, Al-Wakeel  
Partenaire Presse: Al-Bayaneh, Al-Moudjahid, Al-Naba, Al-Wakeel  
Partenaire Presse: Al-Bayaneh, Al-Moudjahid, Al-Naba, Al-Wakeel

Tél. : 05 22 861 234 (L.G)

# UNIVERSIAPOLIS

Université Internationale d'Agadir  
الجامعة الدولية لكادير

Université  
ACCREDITÉE  
par l'État

## L'Université de l'excellence

Depuis 25 ans, Universiapolis offre aux jeunes de plus de 17 pays des formations universitaires de haute qualité, dans un cadre unique au Maroc et avec une pédagogie nord-américaine.  
Reconnue à l'international, Universiapolis offre à ces étudiants :



## 4 Ecoles Supérieures

- Une Faculté de Gestion
- Une École d'Ingénieurs (prépas intégrés)
- Une École de Tourisme
- Une École de Communication

## Un large choix de programmes

24 Filières accréditées (Bac+3, Bac+5)  
18 Diplômes internationaux (Licence, Masters, MBA, Ingénieur, Doctorat)  
15 Parcours internationaux en double diplômes

## Une infrastructure de haut niveau

- 35 Laboratoires technologiques
- Bibliothèque internationale
- Campus résidentiel
- Complexe sportif

## Des Partenaires Prestigieux



☎ 0528 230 230

🌐 [www.universiapolis.ma](http://www.universiapolis.ma)

## Changement de cursus:

■ Mais ce n'est pas gagné d'avance

■ Dans le privé, les admissions parallèles sont courantes

■ Dans le public, c'est chacun pour soi, sauf exception

VOUS avez choisi la mauvaise école ou le mauvais cursus, tout n'est pas perdu. Il est toujours possible de

vous réorienter sans pour autant perdre vos acquis. Des passerelles existent, heureusement, même si elles ne sont pas nombreuses, ni assez connues des étudiants. «Rien sur le plan juridique n'empêche qu'il y ait des passerelles, pourvu que les établissements se met-

tent d'accord entre eux», précise un responsable de l'Enseignement supérieur. Le nouveau Cahier de normes pédagogiques qui entre en vigueur cette année a consacré le principe. Reste à savoir si tous les établissements feront preuve de plus de flexibilité.

«Les passerelles étaient prévues par la charte de l'éducation de 2003, mais elles n'ont pas été pleinement exploitées. Le projet de fusion des universités dans le public pourrait les faciliter»,

### Ecoles d'ingénieurs: La barrière du classement

DANS les écoles d'ingénieurs aussi la réglementation n'empêche pas la mobilité des étudiants. La question reste, cela dit, sensible. «Les étudiants ne peuvent changer d'école que dans le cadre d'une même spécialité. Mais le classement obtenu dans le concours national commun pour les grandes écoles reste le seul outil de choix actuellement», relève Hicham Medromi, directeur de l'École nationale supérieure d'électricité et de mécanique (Ensem). Les étudiants les mieux classés se sentiront toujours prioritaires pour intégrer les établissements de leur choix, et cela pourrait donner lieu à des contestations. Pour éviter d'éventuelles tensions, les établissements préfèrent généralement s'abstenir d'offrir des passerelles.

Les grandes écoles d'ingénieurs concèdent, cependant, ce que l'on appelle des accès parallèles. Elles réservent 20% des places disponibles aux lauréats d'un Deug des facultés des sciences et techniques (FST) après une sélection sur dossier et un concours. Les licenciés et les titulaires d'un DUT (diplôme universitaire de technologie) des Ecoles supérieures de technologie (EST) peuvent également y accéder. Ils sont choisis uniquement sur dossier. □

pense Abdelhamid Belhaj, nouveau doyen de la faculté des sciences de l'éducation de Rabat.

Dans le privé, les écoles s'arrangent entre elles. «Depuis maintenant trois ans, la plupart des établissements disposent d'accréditations. Il y a donc des passerelles partout», assure Jacques Knafo, président de la Fédération de

**eurelec** INSTITUT EUROPEEN D'ELECTRONIQUE & D'INFORMATIQUE  
La formation par la pratique Depuis 1968

**LE CARREFOUR DES METIERS DE POINTE**

- Electronique
- Maintenance
- Réseaux Informatiques
- Automatismes
- Gestion Informatisée
- Développement Informatique

ACCREDITÉ

- BAC FRANÇAIS
- TECHNICIEN
- TECHNICIEN SPÉCIALISÉ
- LICENCE
- MASTER

Aix-Marseille université Université Jean Monnet SAINT-STIENNE FEDE CISCO

• Centre 2Mars : 6, Avenue du 2Mars - Casablanca 0522 27 66 55  
0522 26 93 04

• Centre Zerktouni : 2, Rue Soulaïmane Azmi Bd. Zerktouni - Casablanca 0522 26 84 00

[www.eurelec.ac.ma](http://www.eurelec.ac.ma)

# Empruntez les passerelles

l'enseignement supérieur privé.

En clair, si vous avez suivi une formation de deux ans dans une école, par exemple, et que vous avez envie de changer d'horizon, vous pouvez vous inscrire ailleurs, directement en 3e année. Evidemment, après sélection sur dossier et/ou concours, et dans la limite des places disponibles. Mais vous aurez

réats du Deug sur concours. «Les facultés, pour leur part, ne prennent pas nos étudiants, à moins qu'ils ne soient licenciés, car elles sont régies par de vieux textes», confie le DG de l'Iscae.

Les étudiants en médecine font sans doute partie des plus lésés. S'ils aban-

donnent leur cursus en cours de route, ils n'ont d'autre choix que de recommencer à zéro dans une autre discipline. Avec l'intégration du système LMD l'année prochaine et le lancement de facultés des sciences de la santé (intégrant des cursus intermédiaires), avec plus de

choix de formations, le problème serait résolu. □

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

**Les écoles privées acceptent aussi volontiers les lauréats du public, mais l'inverse est tout simplement impossible. Que la filière suivie soit accréditée ou pas, il n'y a pas d'issue pour les étudiants du privé dans le public, car les diplômes ne sont pas équivalents**

plus de chances d'être accepté si vous avez opté pour une filière accréditée et suivi vos cours dans un établissement reconnu. «Le candidat doit, cependant, avoir validé l'ensemble des modules. S'il n'a pas, par exemple, validé une matière, il peut le faire dans le nouvel établissement, avec l'accord de son ancienne école», explique Knafo. «Autrement, il ne saurait être accepté. Certains établissements font croire le contraire aux étudiants. A la dernière année, ils les font redoubler pour être en règle par rapport aux exigences du ministère de l'Enseignement supérieur. Ce n'est pas déontologique», poursuit-il.

Après les délibérations, toutes les validations de diplômes sont communiquées à la tutelle. Et en principe, rien ne devrait échapper à son œil vigilant.

Les écoles privées acceptent aussi volontiers les lauréats du public, mais l'inverse est tout simplement impossible. Que la filière suivie soit accréditée ou pas, il n'y a pas d'issue pour les étudiants du privé dans le public, car les diplômes ne sont pas équivalents.

Il existe en revanche quelques passerelles entre les établissements publics. «Nous offrons cette possibilité depuis 2008, aux titulaires du Deug et aux étudiants qui ont passé deux années dans les ENCG», précise Mohamed El Moueffak, DG de l'Iscae. L'entrée est, cependant, conditionnée par un concours.

Les ENCG, aussi, acceptent les lau-

**GROUPE efet**  
ÉCOLE FRANÇAISE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

VOTRE RÉUSSITE EST NOTRE PRIORITÉ

Depuis 1973

**leader** de la formation professionnelle privée au Maroc

ACCREDITÉ

- FINANCE
- RÉSEAUX INFORMATIQUES
- COMMERCE INTERNATIONAL
- TOURISME & HÔTELLERIE
- MARKETING
- DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE
- GESTION
- TRANSPORT & LOGISTIQUE
- DÉCLARANT EN DOUANE

**PROGRAMMES**  
BAC FRANÇAIS  
NIVEAU  
BAC+2  
BAC+2  
BAC+3  
BAC+5

Aix-Marseille université | Université Jean Monnet SAINT-ÉTIENNE | FEDE | ICOL International Computer Driving License

<b>CASA BOURGOGNE</b> 6, Rue Ampère Bd. Bordeaux 05 22 22 14 20 - 05 22 22 01 93	<b>CASA CENTRE VILLE</b> 34, Rue Allal Ben Abdellah 05 22 27 87 94	<b>MEKNÈS</b> 12, Rue Antsirabé V.N. 05 35 52 47 78
<b>FÈS</b> Place de la Résistance 05 35 62 23 96/97	<b>MARRAKECH</b> 183, AV. Mohammed V Guéliz 05 24 43 11 42/46	<b>AGADIR</b> 8, AV. Mohammed IQBAL-Amsernat 05 28 23 78 73

[www.efet.ac.ma](http://www.efet.ac.ma)



# NOUVEAUX BACHELIERS

Vous **rêvez** d'une  
carrière **innovante**

Avez-vous pensé  
à tous les métiers de  
**l'information et de la communication ?**

**INSCRIPTIONS OUVERTES**

**CONCOURS D'ADMISSION : 23 & 24 septembre 2014**



ECOLE SUPERIEURE  
DE JOURNALISME  
ET DE COMMUNICATION

Casablanca - 05 22 26 26 06 - [www.esjc.ma](http://www.esjc.ma) *100 % d'emploi*

*Filières accréditées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur*

# Casablanca: «Le tram a changé la vie des étudiants»

## ■ La durée du trajet divisée par deux pour certains

## ■ 13% de l'ensemble des abonnés

«Il est plus confortable, sécurisé, climatisé... et arrive à temps». Les avantages du tramway font l'unanimité auprès des étudiants casablancais. Plus d'un an et demi après sa mise en circulation, ces derniers ne tarissent pas d'éloges à son égard. Ils sont en effet plus de 12.000 à l'emprunter chaque jour vers des destinations comme: la Faculté des sciences économiques, juridiques et sociales, la Faculté de médecine, le centre-ville (boulevards Mohammed V et Hassan II)...

«Mais durant les périodes estivales, le nombre des abonnements étudiants tombe à 2.000 à peine», indique Yassine Ben M'barek, directeur Commercial, marketing et communication auprès de Casa Tram. Le



Un pic de près de 21.000 validations d'abonnements étudiants a été atteint en mars dernier, contre un peu plus de 1.400 validations en août

(Ph. Archives de L'Economiste)

taux de fréquentation est également un indicateur à prendre en considération. En effet, un pic de près de 21.000 validations d'abonnements étudiants a été atteint en mars dernier, contre un peu plus de 1.400 validations en août. «Cette baisse de fréquentation s'explique par l'absence des abonnés étudiants, à la période estivale et l'après-Ramadan», souligne le responsable commercial.

Des tarifs préférentiels sont proposés aux étudiants du public et du privé homologués par le ministère de l'Enseignement supérieur (soit 150 DH contre 230 DH pour l'abonnement plein tarif). Les étudiants représentent 13% de l'ensemble des abonnés du tram, qui constituent eux-mêmes un tiers des usagers. «Le tram m'a permis de diviser pratiquement la durée du trajet par deux: j'arrive à la fac au bout de 45 mn, au lieu 2 heures auparavant», témoigne Loubna, une étudiante qui doit faire le trajet de Aïn Chock à la Faculté des sciences économiques, juridiques et sociales sur la route d'El Jadida. Même constat pour sa

camarade Selma qui déplore tout de même que les composteurs soient souvent en panne, ce qui constitue une perte de temps considérable. «Une seule ligne n'est pas suffisante. Nous sommes obligés de combiner bus et tram, ce qui se traduit par des pertes de temps inutiles», témoigne-t-elle.

L'ajout d'autres lignes de tramway fera certainement le bonheur de ces étudiants. «Elargir le réseau du tram sera la meilleure option, car il s'agit pour nous d'une écono-

mie de temps et d'énergie considérable», poursuit Loubna.

Rappelons que le Conseil de la ville de Casablanca a annoncé fin juillet sa décision d'abandonner le projet de métro aérien pour l'option de 3 lignes de tramway (80 km), avec une meilleure couverture de l'ensemble du territoire de Casablanca.

L'ensemble des 4 lignes définies par le Plan de déplacement urbain (PDU) sera donc exécuté pour un coût global de 16

milliards de DH. L'objectif est de desservir de nouveaux pôles urbains comme Rahma et Lahraouyne. En tout le réseau comportera 157 km, y compris la ligne de RER (63 km) qui sera exécutée par l'ONCF. □

A. E.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

Jamais les Maths n'ont été aussi facile!

**fx-82ES Plus**

- 252 fonctions
- Fonctions trigonométriques  $S_{x,y} = \frac{1}{(p-a)(p-b)(p-c)} = p^3 \Gamma$
- Calcul du coefficient de régression
- Calcul automatique des fractions
- 6 mémoires variables

**CASIO**  
CALCULATRICES

TOP BUSINESS  
المحاسبة التجارية الرقمية





# Prêt étudiant: Ce que proposent les banques

■ **Le plafond du crédit relevé à 50.000 DH par an**

■ **Un an de différé après l'obtention du diplôme**

■ **Le taux d'intérêt varie de 6,5% à 7% hors taxe**

**B**ONNE nouvelle pour les étudiants, ou du moins pour leurs parents. Le plafond de prêt étudiant a été relevé. Les conditions d'intervention du fonds de garantie «Enseignement plus» ont été revues à la hausse. Et ce à travers le protocole d'entente signé entre le ministère de l'Economie et des Finances, le groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM) et la Caisse centrale de garantie (CCG). Le fonds

## Même le crédit conso

**D**E plus en plus de ménages sont contraints de contracter des crédits pour financer les études de leur enfant. Les crédits de consommation sont, à ce sujet, encore plus convoités. Avec la multitude d'offres développées sur le marché, les parents misent sur la durée du crédit ou encore les différés de remboursement. Le crédit gratuit ou encore les chèques bonus sont devenus monnaie courante pour payer les frais de scolarité. Les établissements de financement proposent ainsi des prêts allant jusqu'à 100.000 DH remboursables en moyenne en 66 mois afin de financer les frais de scolarité, les équipements ainsi que les fournitures scolaires. «Pour bien préparer ses études, le mieux est d'épargner depuis le plus jeune âge», affirme un chargé de clientèle. Aujourd'hui, les parents ont également la possibilité à souscrire à des comptes d'épargne à taux fixe pour leurs enfants.

couvre désormais une durée d'études de cinq ans, pour un maximum de 50.000 DH par an et un plafond total fixé à 250.000 DH (contre 20.000 DH annuel pour un total de 100.000 DH). Ce relèvement permet ainsi à l'étudiant de mieux faire face au coût de financement de ses études, de plus en plus longue. Une opportunité pour les banques qui se sont positionnées sur ce créneau. A l'image de BMCI, BCP et Société Générale qui ont décidé d'élaborer un panel d'offres diversifiées. Comme pour tous les autres crédits, les banques commercialisent ce type de prêt, avec un taux d'intérêt compris entre 6,5% et 7%. Pour l'obtenir, le candidat, doit présenter une caution, qui

est souvent celle d'un parent ou un tuteur qui justifie des revenus stables. «La catégorie qui contracte des prêts étudiants est essentiellement issue de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure», relève un banquier.

Il existe un réaménagement des garanties pour les étudiants salariés. Mais encore, le cursus choisi est également passé au peigne fin. Les banques ont tendance à privilégier les filières professionnalisantes qui confèrent plus de chances au candidat sur

le marché du travail. D'où la durée de remboursement du prêt qui s'étale en moyenne sur 12 ans. Les 5 premières années sont généralement consacrées aux déblocages, une année de différé pour faciliter l'intégration sur le marché du travail et les 6 autres années au remboursement du crédit. «Pourtant, le risque de non remboursement reste élevé puisqu'au final l'étudiant trouve en moyenne un emploi stable, cinq ans après l'obtention du diplôme», souligne un analyste. Pour contrer cette défaillance,

la CCG met la main à la poche et prend en charge 60% du reliquat.

Au final, l'intérêt des banques pour cette clientèle tient aussi à des considérations marketing. Les étudiants d'aujourd'hui seront peut-être les clients de demain. □

A. Lo

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)



**Institut Marocain  
de Management**  
Des formations d'excellence

Toutes  
Nos Filières  
Sont Accréditées



**Bacheliers**  
**Détenteurs de BAC+1,2,3 et 4**  
**Participants en Activité Professionnelle**

### Bac+3 Accrédité

- Management

### Bac + 5 Accrédité et Spécialisé

- Finance
- Marketing international et réseaux
- Marketing et Management de la qualité
- Management portuaire et maritime
- Audit, contrôle de gestion et systèmes d'information
- Administration des entreprises
- Management des ressources humaines
- Achat et Négoce International



18, Angle Rue Chaouia et Allal Ben Abdellah - Casablanca  
Tél. : 0522 54 11 92 Fax : 0522 54 11 89

E-mail : [imm@imm.ac.ma](mailto:imm@imm.ac.ma)  
[www.imm.ac.ma](http://www.imm.ac.ma)

## Recherche: De la médecine aux

Le Pr. Najia Hajjaj-Hassouni est «Mme Rhumatologie» dans le paysage universitaire au Maroc. Ses recherches et ses publications dépassent largement les frontières nationales. Chef du service de Rhumatologie, hôpital El Ayachi, Salé - CHU Ibn Sina, elle a été doyen de la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat de 2003 à 2013. Elle est membre de l'Académie française de médecine et titulaire de la chaire recherche de l'Université Um Al Aurra, La Mecque. Ses recherches actuelles portent sur les maladies des os et des articulations en général plus particulièrement les rhumatismes inflammatoires chroniques (polyarthrite rhumatoïde, spondylarthropathies, rhumatisme psoriasique), l'arthrose, les lombalgies, les maladies de l'os dont l'ostéoporose. Le Pr. Hajjaj-Hassouni est membre de nombreuses sociétés savantes nationales et internationales et écrit fréquemment dans plusieurs revues médicales internationales.



Le Pr. Najia Hajjaj-Hassouni, rhumatologue de renommée internationale, est membre de l'Académie française de médecine (Ph. privée)

- L'Economiste: Quelles sont les difficultés qu'affrontent nos chercheurs pour avoir de la visibilité internationale? Comment dépasser ces obstacles?

- Najia Hajjaj-Hassouni: On peut, en effet, relever, sans généraliser, qu'un certain nombre de chercheurs marocains

ne sont pas suffisamment visibles quant à la production sur le plan international. Une des premières préoccupations qu'ils expriment est relative au financement de la recherche. Mais il faut reconnaître que le Maroc a fait, ces dernières années, des efforts significatifs dans ce domaine, grâce au ministère de l'Enseignement supérieur, aux universités et à l'Académie Hassan II des sciences et techniques. Plusieurs projets de recherche ont pu être soutenus et ont conduit à une production scientifique tout à fait notable. Mais, il reste à définir les objectifs à atteindre et surtout la volonté de réduire autant que possible l'écart important qui existe entre les pays les plus producteurs et notre propre capacité de production.

Il faut surtout continuer, même si cela paraît basique à beaucoup, mais c'est en réalité le problème majeur chez nous, à former à la méthodologie de la recherche. En effet, on peut, avec beaucoup de rigueur et de méthode, faire quand même de la recherche avec peu de moyens. Par contre,

on ne peut pas en faire avec beaucoup de moyens si l'on n'a pas suffisamment de formation et de rigueur.

- Sur quels aspects faut-il travailler pour améliorer le cadre de travail des enseignants-chercheurs?

- Il est nécessaire de définir et valoriser le statut d'enseignant-chercheur, donnée indispensable à sa valorisation et sa motivation. Celui-ci doit répondre aujourd'hui à trop de contraintes pour être suffisamment libre pour faire de la recherche. Il faudrait également davantage fédérer les moyens et éviter le parcellement des financements. Il faut par ailleurs, ce qui est souvent fait aujourd'hui, définir les axes prioritaires de recherche mais également éviter d'étouffer la recherche individuelle. Il est important d'évaluer et classer par l'intermédiaire d'un système d'évaluation efficace et autonome les travaux de recherche marocains. Enfin, et c'est fondamental, il faut assurer la concrétisation d'une recherche développement afin que



UN MONDE D'OPPORTUNITÉS  
S'OUVRE À VOUS !



BACHELIERS  
ETUDIANTS

CONCOURS  
D'ADMISSION  
23 SEPTEMBRE

INSCRIPTIONS SUR  
www.upm.ma



0524 48 70 06/04  
admission@upm.ma

| 6 PÔLES D'EXCELLENCE | +60 PROGRAMMES BAC+3 / BAC+5 | FILIÈRES ACCRÉDITÉES | +25 ANS D'EXPERTISE | +20 NATIONALITÉS | PÉDAGOGIE INNOVANTE | APPRENTISSAGE PAR L'ACTION | OUVERTURE À L'INTERNATIONAL | 1 RÉSIDENCE MODERNE ET TOUT CONFORT | 32 HECTARES DEDIES À LA FORMATION ET À L'ÉPANOUISSEMENT | RECONNAISSANCE PAR LE MONDE DE L'ENTREPRISE | PARTENAIRES INTERNATIONAUX DE RENOM | PARTENARIATS PUBLIC - PRIVÉ | AIDE AU FINANCEMENT | BOURSES AU MÉRITE, ...

DES PARTENAIRES ACADEMIQUES DE RENOM

| VATEL | KEDGE BUSINESS SCHOOL | ISARA LYON | CENTRALE MARSEILLE | ILIS | CESPU | UNIVERSITE DE LILLE 1 | STUDIALIS | UNIVERSITE DE VIRGINIE - DARDEN SCHOOL OF BUSINESS | DUKE UNIVERSITY | MBA ESG PARIS | IAE TOULOUSE | IAE LILLE, ...

# mathématiques, les talents sont là

la recherche ne reste pas dans le domaine du théorique mais puisse aboutir à des actions concrètes dans tous les domaines afin de répondre aux besoins du pays et contribuer à son développement. La recherche reste un facteur essentiel du dynamisme de l'économie. Il faut cependant constater que le nombre d'entreprises marocaines bénéficiant directement ou indirectement des résultats de la recherche universitaire reste très faible. Même sur le plan médical, il n'existe pas encore de structure destinée à valoriser sur le plan national les résultats que plusieurs chercheurs marocains ont eu le mérite de réussir à publier dans de grandes revues internationales.

## - Comment le Maroc est-il positionné en termes de publications scientifiques à l'échelle maghrébine et au niveau international?

- La classification actuelle des pays en termes de production de recherche est éloquent: alors que les Etats-Unis apparaissent comme le champion incontesté dans ce domaine et que la France est classée 6e, le Maroc, en 2013, figurait à la 57e position. Au niveau du continent africain, le

### Ses distinctions

- Membre d'honneur de la Société française de médecine et chirurgie du pied, décembre 2000.
- Présidente d'honneur permanente de la Société marocaine de rhumatologie, 17 janvier 2004.
- Membre international référent de la Société française de rhumatologie, 22 juillet 2004.
- Médaille d'or de la Société académique française, «Arts, Sciences et Lettres», Paris, 9 mai 2009.
- Elue membre de l'Académie française de médecine, 9 février 2010.
- Décorée par Sa Majesté du Ouisam du Mérite national de l'Ordre de Commandeur, 30 juillet 2010.

Maroc, après avoir montré une progression spectaculaire, pour devenir, en 2000, troisième producteur scientifique sur le continent, montre depuis cette date des signes d'essoufflement. Il a été rejoint et dépassé par la Tunisie. Deux autres pays africains, grâce à leur récente structuration dans le domaine de la recherche, créent la surprise: le Nigeria et le Kenya. Si l'on considère la production scientifique médicale, le Maroc devance alors tout juste le Kenya et se classe 5e en Afrique.

Pour ne focaliser que sur le domaine de la médecine et les supports de la production scientifique, il faut relever que dans la plus grande base mondiale de données médicales abritée par la US National Library

of Medicine, il n'existe que 32 journaux médicaux provenant de pays arabes et aucun journal marocain. Il a été conclu que le problème le plus important concernant la publication médicale dans la région était la faible qualité des articles et des travaux de recherche entrepris, le problème du financement très largement insuffisant et l'insuffisance en équipements technolo-

gique et technique. De plus, il a été montré que 90% de la recherche scientifique de qualité étaient publiés dans 10% des journaux médicaux. Au contraire, alors que les pays en développement incluant l'Arabie saoudite représentaient 80% de la population mondiale, seulement 2% des publications scientifiques indexées, provenaient de cette partie du monde. Ces chiffres

ne doivent aucunement décourager mais simplement montrer de manière objective et chiffrée que beaucoup d'efforts restent encore à faire. □

Propos recueillis par  
Abashi SHAMAMBA

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

# Fiers d'être à l'ESiG



**\* ACCRÉDITÉ**

**BAC +5**

**3 SPÉCIALITÉS**  
FINANCE  
MARKETING  
GESTION INTERNATIONALE

**DOUBLE DIPLÔME**

- Cycle Supérieur de Management de l'ESiG
- Master d'État de l'Université Jean Monnet, Saint-Étienne

**ADMISSION SUR CONCOURS**

**\* ACCRÉDITÉ**

**BAC +3**

**3 SPÉCIALITÉS**  
MARKETING & VENTE  
COMPTABILITÉ & FINANCE  
RESSOURCES HUMAINES

**DOUBLE DIPLÔME**

- Cycle Normal de Management de l'ESiG
- Licence AES (Administration Économique et Sociale) de l'Université Jean Monnet, Saint-Étienne

**PROGRAMME GRANDE ÉCOLE**

\*Accrédité par Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique.

[www.esigmaroc.com](http://www.esigmaroc.com)

Lotiss. La Colline II, route de Nouasseur  
Quartier: Sidi Maarouf - CASABLANCA  
Tél.: 0522 335 134 - 0522 335 135 - 0522 335 969  
esigcasa@esigmaroc.com

Avenue Med. Belhassan El Ouazzani  
ang. rue Ketama, km 4 Souissi 10210 RABAT  
Tél.: 0537 750 201 - 0537 750 306  
esigrabat@esigmaroc.com





# Recherche: C'est tout le «logiciel» qu'il faut repenser

Professeur habilité à l'Université Cadi Ayyad, ENSA Marrakech. Abdelghani Bellouquid, membre de l'Académie Hassan II des sciences et techniques, est un mathématicien de dimension mondiale. Il fait partie de «l'Ecole de Marrakech». Il est répertorié par le fameux classement des chercheurs les plus cités dans sa discipline au monde. Il est actuellement directeur adjoint chargé de la recherche scientifique et de la coopération à l'ENSA de Marrakech. Il assure aussi la direction du laboratoire modélisation et traitement de l'information. Il est auteur de plusieurs articles de recherche (certaines de ses publications sont identifiées par Web Sciences parmi les articles les plus cités dans la discipline des mathématiques appliquées en 2006 et en 2007), des chapitres d'ouvrage, et d'un livre de recherche dans la littérature internationale. Ses centres d'intérêt se concentrent sur la modélisation, l'analyse mathématique, l'analyse asymptotique, et la simulation numérique des systèmes complexes (physiques et vivants). Il a obtenu en 2009, pour ses travaux, un prix de l'invention et de la recherche en sciences et technologies, Maroc, et en 2013, il a été nommé par Sa Majesté, membre correspondant de l'Académie Hassan II des sciences et techniques.



Le Pr Abdelghani Bellouquid, mathématicien de réputation mondiale, appartient à l'école de Marrakech (Ph. Mokhtari)

- **L'Economiste: Quelles difficultés éprouvent nos chercheurs pour avoir de la visibilité internationale? Comment dépasser ces obstacles?**

- **Abdelghani Bellouquid:** Premier point important par rapport à cette question est la politique menée, surtout après 1997. Les inconvénients à ce niveau touchent le statut de l'enseignant-chercheur. En effet, on assiste à l'absence d'un statut qui favorise la recherche scientifique depuis la rentrée en vigueur de la loi 00-01. D'autre part, lors des recrutements des enseignants-chercheurs, il y a absence de critères standards encourageant les expériences de recherche accumulées au niveau international au profit des tâches d'enseignement. Ce statut ne permet pas une reconnaissance et une promotion des enseignants-chercheurs les plus productifs scientifiquement, les promotions n'étant pas fondées sur la production scientifique, mais sur l'ancienneté.

Dans l'état actuel des choses, les activités de recherche restent marginalisées et les chercheurs les plus actifs n'y voient pas d'encouragement. Dans ce sens, je vous invite à jeter un coup d'œil sur le dernier projet de décret ministériel qui handicape largement l'enseignant-chercheur puisque pour le passage du grade PA au grade PES il faudra un minimum

de 10 ans, ce qui découragera largement une certaine communauté scientifique (surtout les plus productifs scientifiquement) et dissuadera les plus jeunes de se consacrer à la recherche. D'autant plus qu'une grande partie des enseignants-chercheurs arrive à la retraite.

J'aimerais aussi évoquer le problème de l'effectif des étudiants. Le manque d'une vision à long terme a fait que les universités se sont retrouvées avec des effectifs qui dépassent largement leurs capacités. Qui dit sureffectif, dit nombre d'heures supplémentaires, dit aussi nombre de copies à corriger qui dépasse les normes pédagogiques internationales. Dans ces conditions, faire de la recherche scientifique pour un enseignant relève du parcours du combattant.

- **Sur quels aspects faut-il travailler pour améliorer le cadre de travail des enseignants-chercheurs?**

- Permettez-moi de revenir ici sur la question de l'effectif des étudiants dans certains établissements à flux non régulé. Ce problème a des répercussions à la fois sur la qualité pédagogique de l'enseignement et la production de la recherche scientifique. Il est impératif d'alimenter les ressources humaines en enseignants afin d'améliorer le taux d'encadrement. Il faut aussi faciliter la mobilité à l'étranger aux enseignants-chercheurs car cela

peut avoir des retombées positives sur la recherche scientifique au Maroc. De l'autre côté, l'Etat doit poursuivre une politique plus libérale par rapport au financement des projets scientifiques permettant de donner plus de moyens matériels, de garantir leurs entretiens techniques et d'alléger les procédures administratives liées à l'exécution financière des budgets alloués à la recherche.

- **Comment le Maroc est-il positionné en termes de publications scientifiques à l'échelle maghrébine et au niveau international?**

- La production scientifique d'un pays se mesure selon le nombre de publications parues dans les revues scientifiques internationales indexées et à comité de lecture. Elle englobe également les travaux sanctionnés par l'édition d'ouvrages scientifiques de valeur, ainsi que les brevets d'invention déposés au niveau international.

D'après l'étude bibliométrique Web of Science, éditée par la société américaine Thomson Reuters et celle adoptée par l'IMIST, la production scientifique marocaine entre 1987 et 2003 a progressé d'une manière significative, jusqu'à occuper la troisième place en Afrique, derrière l'Afrique du Sud et l'Egypte, et apparaître ainsi dans les statistiques mondiales. Toutefois, depuis 2003-2004, le rythme de croissance de cette production s'est beaucoup ralenti; elle a connu même une stagnation voire une baisse qui va durer jusqu'au 2007; une tendance à la hausse est enregistrée à partir de 2007. Malgré cette reprise vers le haut, le Maroc est ramené au niveau africain de la 3ème place à la 6ème place en 2010 (voir rapport édité par l'Académie Hassan II des sciences et techniques.

De façon plus précise, entre 2006 et 2010, la production scientifique marocaine dans les domaines des sciences exactes et naturelles, des sciences de l'ingénieur et des technologies, des sciences médicales et des sciences agricoles a pro-

gressé de 959 à 1.281 publications par an, soit un accroissement de 33,5%. Malgré cela, la production scientifique marocaine se classe derrière celle de l'Egypte ou de la Tunisie.

En 2010, la production scientifique du Maroc représente une contribution de 0,122% de la production mondiale. Depuis 2006 on assiste à une stagnation dans

## Ses travaux actuels

**A**CTUELLEMENT, le professeur Abdelghani Bellouquid coordonne un projet de recherche subventionné par l'Académie Hassan II des sciences et techniques portant sur la modélisation multi-échelle de la croissance tumorale, en développant de nouvelles approches mathématiques de modélisation et de simulation pour le cancer. Il est également impliqué dans plusieurs projets de recherche internationaux en collaboration avec l'Italie, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Chine, le Cameroun, l'Argentine, etc., portant sur la modélisation, le développement des méthodes numériques, et l'analyse mathématique du trafic véhiculaire et de foules, et aussi pour des phénomènes liés à la santé, à la physique classique et relativiste. Il a effectué de nombreux séjours de recherches dans des universités et centres de recherches étrangers, et a développé un réseau important de relations scientifiques internationales. Il est membre de plusieurs comités scientifiques nationaux et internationaux, et il est également éditeur et membre du comité éditorial de plusieurs revues internationales. □

la part mondiale des publications marocaines. De plus, en comparant les parts mondiales du Maroc et celles d'autres pays de la région, on constate que le Maroc se classe loin derrière l'Egypte et la Tunisie.

Rapportée aux personnels de recherche disponible au Maroc et en Tunisie (à peu près 12.000 pour chacun), la production scientifique marocaine équivaut en 2010 à la moitié de celle de la Tunisie. En d'autres termes, un enseignant-chercheur tunisien produit quasiment deux fois plus de publications que son collègue marocain. □

Propos recueillis par  
Abashi SHAMAMBA

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com



# Ecole Marocaine des Sciences de l'Ingénieur

## BAC+5 Filières de formation en ingénierie

Génie Industriel

Informatique et Réseaux

Réseaux et Télécommunications

Génie civil, Bâtiments et Travaux Publics

Automatismes et Informatique Industrielle

## OUVERTURE A L'INTERNATIONAL

### Universités Françaises

#### Master Génie Civil

Spécialité « Structures, Matériaux, Energétique du bâtiment »

#### Master Ingénierie Systèmes

Spécialité Automatique et Traitement de L'Information Embarqué.

Spécialité Maintenance et Production

#### Master RSEF

Radiocommunication et systèmes électroniques Fiabiles

#### Master I2E2I-MEEN

Ingénierie Electrique, Electrotechnique et Informatique Industrielle - Mesures Energetiques pour les Energies Nouvelles

#### Master MBDS

Mobiquité, Bases de Données et Intégration des Systèmes

#### Master MIAGE

Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion des Entreprises

#### Mastère en Sciences

Management pour Scientifiques



#### Mastère Spécialisé IMSSI - Lyon

Ingénierie et Management de la Sécurité des Systèmes d'Information

#### Master I-MARS - Rennes

( International - Microtechnologie, Architectures, Réseaux et Systèmes )



#### Master EAPS-SPIA

Electronique, Automatique, Productique, Signal et Image - Systèmes de Production Industriels Automatisés

#### Master EAPS-IPPSI

Electronique, Automatique, Productique, Signal et Image - Ingénierie, Pilotage et Performance des Systèmes Industriels



[www.emsi.ma](http://www.emsi.ma)

#### RABAT

Rabat - EMSI Centre  
49, Rue Patrice Lumumba  
Tél : 05 37 76 40 50  
fax : 05 37 76 40 51  
info.rabat@emsi.ma

Rabat - EMSI Bouregreg  
13 Bis, rue Abdelmoumen  
Tél : 05 37 26 36 36  
Fax : 05 37 26 35 47  
info.rabat@emsi.ma

Rabat - EMSI Agdal  
Imm 52, Avenue Omar  
Ben Khattab  
Tél : 05 37 77 74 77  
05 37 77 72 77

Rabat - EMSI Souissi  
Angle Rues Zerhoun,  
Ejoukak et Ait Brahim souissi  
Tél : 05 37 75 57 58  
info.rabat@emsi.ma

#### CASABLANCA

Casablanca - EMSI Centre  
105 et 154, Rue El Bakri  
Tél : 05 22 54 31 70 [LG]  
Fax : 05 22 54 31 66  
info.casa@emsi.ma

Casablanca - EMSI Maarif  
217, Bd Bir Anzarane  
Tél : 05 22 99 23 23 [LG]  
Fax : 05 22 99 26 26  
info.casa@emsi.ma

Casablanca - Les Orangers  
Lotissement Alkharismi  
Tél : 05 22 89 42 87  
Fax : 05 22 89 14 98  
info.casa@emsi.ma

#### MARRAKECH

5, Lot Bouizgaren route de Safi  
Tél : 05 24 42 22 22 / 70  
Fax : 05 24 42 23 91  
info.marrakech@emsi.ma

## Classement de Shanghai

# L'Afrique sur la touche





















■ Le continent ne compte que 5 universités dans le Top 500 mondial

■ Aucun établissement marocain n'apparaît

■ Des critères très anglo-saxons

CHACQUE année depuis 2003, l'université de Shanghai publie en août un classement répertoriant les 500 meilleurs établissements de l'enseignement supérieur dans le monde. Sans surprise, la très célèbre université d'Harvard domine ce classement et symbolise la suprématie des Etats-Unis qui placent 146 établissements dans ce classement dont 16 dans le top 20.

Loin derrière, les universités africaines ont encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre ces sommets. Seuls deux pays du continent figurent cette année dans le top 500 : L'Afrique du Sud avec quatre universités et l'Egypte qui en compte une. Seulement cinq établissements au total. Le monde arabe ne s'en sort pas mieux. En plus de l'Egypte, l'Arabie saoudite est le seul pays arabe à figurer dans le classement avec quatre de ses universités. Aucune trace des Emirats arabes unis, de la Jordanie... ou du Maroc. Le Royaume n'a jamais figuré dans ce prestigieux classement. Il faut dire aussi que la méthodologie appliquée

2014	2013	Université	Pays	Score
1	1	Harvard University	USA 	100
2	2	Stanford University	USA 	72,1
3	4	Massachusetts Institute of Technology (MIT)	USA 	70,5
4	3	University of California-Berkeley	USA 	70,1
5	5	University of Cambridge	R-U 	69,2
6	7	Princeton University	USA 	60,7
7	6	California Institute of Technology	USA 	60,5
8	8	Columbia University	USA 	59,6
9	9	University of Chicago	USA 	57,4
9	10	University of Oxford	R-U 	57,4
11	11	Yale University	USA 	55,2
12	12	University of California, Los Angeles	USA 	51,9
13	13	Cornell University	USA 	50,6
14	14	University of California, San Diego	USA 	49,3
15	16	University of Washington	USA 	48,1
16	15	University of Pennsylvania	USA 	47,1
17	17	The Johns Hopkins University	USA 	47
18	18	University of California, San Francisco	USA 	45,2
19	20	Swiss Federal Institute of Technology Zurich	SUISSE 	43,9
20	21	University College London	R-U 	43,3

Source: ARWU

*Le classement 2014 est archi dominé par les universités américaines. Les universités africaines ont encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre ces sommets. Seuls deux pays du continent figurent cette année dans le top 500*

l'enseignement dispensé, l'insertion professionnelle des élèves ou encore l'accueil d'étudiants étrangers.

Plusieurs pays contestent la méthodologie du classement de Shanghai qu'ils jugent trop favorable au système anglo-saxon. Les critiques les plus vives viennent de France (21 établissements dans le classement, dont quatre dans le top 100). Dans l'Hexagone – à l'inverse des Etats-Unis ou du Royaume-Uni – le secteur de

au moins bon. U-Multirank est un outil plus interactif qui permet aux étudiants, aux politiques et aux professionnels de comparer les universités en mettant en valeur les points forts de chacune d'entre elles. Cinq critères majeurs y sont pris en compte : l'enseignement, la recherche, le transfert, l'internationalisation et l'implantation régionale. Mais ce classement est également critiqué car il ne recense, pour l'instant, que 850 établissements d'enseignement supérieur sur les 17.000 existantes à travers le monde contrairement à celui de Shanghai qui porte sur la totalité des universités. U-Multirank requiert en effet un nombre conséquent de statistiques de la part des universités. Ces dernières n'ont pas forcément le temps

de réunir toutes les données nécessaires. Néanmoins, force est d'admettre que U-Multirank semble mieux appréhender les particularités de chaque université.

Cette approche, différente de celle du classement de Shanghai, ne bénéficie pas forcément aux universités africaines qui sont également sous-représentées au sein de l'outil U-Multirank. Ainsi, pour se faire une idée de la qualité des établissements africains, un classement spécifique pour le continent est réalisé chaque année par l'organisation 4 International Colleges & Universities (4icu). Cette dernière se base sur la présence et la popularité des universités sur le web.

Dans la dernière mise à jour du Top 100 africain datant du 28 juillet, l'université Mohammed V – Agdal, meilleur établissement marocain mais aussi maghrébin, se positionne à la 16e place. Le Royaume compte également sept autres universités dans ce classement : Al Akhawayn, Mohammed V – Souissi, Cadi Ayyad, Abdelmalek Essaâdi, Hassan II Mohammedia – Casablanca et Ibn Tofail. Sans surprise, l'Afrique du Sud et l'Egypte se partagent les dix premières places du classement. □

Omar BELKAAB

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

### L'hégémonie des Etats-Unis

CHACQUE année, le classement de Shanghai conforte la domination des Etats-Unis qui placent, en 2014, 146 universités dans le Top 500 mondial. Le pays est notamment représenté par l'indétrônable quatuor de tête formé par Harvard, Stanford, Massachusetts Institute of Technology (MIT) et Berkeley. La Chine, quant à elle, compte 44 universités dans ce classement, suivie par l'Allemagne (39), le Royaume-Uni (38), la France, l'Italie et le Canada (21). □

est très sélective. Les créateurs du classement prennent en compte, entre autres, le nombre de prix Nobel et de médaillés Fields parmi les enseignants et les anciens diplômés, les publications dans les revues «Nature» et «Science» et le nombre de chercheurs cités au cours des cinq années précédentes. Les critères sont très axés sur les matières scientifiques et la recherche et ne prend pas en compte la qualité de

la recherche est scindé en deux entre les universités et les organismes de recherche tels que le CNRS et l'Inserm. Les universités ne récoltent donc que la moitié des crédits. Pour concurrencer celui de Shanghai, l'Union européenne a lancé en mai son propre classement en ligne : U-Multirank, qui se veut plus complet. Sauf qu'il ne s'agit pas d'une liste simple répertoriant les établissements du meilleur

L'ECONOMISTE

BUREAU DE RABAT

Chef de la Rédaction: Mohamed Chaoui  
Adresse: Angle rue Al Khalil, Bd Med V  
Tél.: 05.37 26.28.46/47/48 - Fax: 05.37 26.28.45  
E-mail: mchaoui@leconomiste.com

# La révolution des MOOC débarque au Maroc

## ■ Des cours gratuits accessibles sur le net

## ■ L'université Cadi Ayyad lance la première plateforme

LA révolution 2.0 s'invite dans le secteur de l'enseignement. Si les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont été décisives dans le développement d'une série de domaines, leur apport dans le secteur éducatif est aussi non négligeable. L'exploitation de ces technologies dans l'amélioration du système éducatif commence à faire ses preuves au niveau international. Et le Maroc n'est pas en reste. La numérisation d'une série de fonds documentaires a largement facilité la tâche aux chercheurs, qui peuvent accéder à des bases de données actualisées, sans avoir besoin de se déplacer aux bibliothèques. Aujourd'hui, une nouvelle pratique va encore plus loin, en permettant aux étudiants de disposer des

cours en un clic, à partir de chez eux. Ce qui permettra de changer complètement les méthodes pédagogiques suivies jusque-là. Cela est désormais possible avec les MOOC, qui rencontrent un large succès aux Etats-Unis, où ils ont fait leurs preuves, avant d'être étendus à d'autres pays dans le monde.

*Il ne s'agit pas de formations diplômantes. Ces cours permettent seulement de compléter et de perfectionner l'enseignement reçu à l'amphi*

L'avantage de ces Massive Open Online Courses, gratuit et ouvert au public, est que les places ne sont pas limitées et aucun concours d'accès n'est exigé. Néanmoins, il ne s'agit pas de formations diplômantes. Ces cours permettent seulement de compléter et de perfectionner l'enseignement reçu à l'amphi. En effet, les étudiants peuvent avoir accès aux cours publiés sous forme de vidéos, parfois accompagnés d'exercices pratiques. Ce nouveau modèle éducatif a fait son apparition aux Etats-Unis, où des professeurs d'universités prestigieuses ont mis en place des plateformes donnant accès aux étudiants aux cours. Au Maroc, c'est

l'université Cadi Ayyad à Marrakech qui a lancé la première plateforme de MOOC au niveau national en 2013. En effet, ses responsables ont opté pour cette «innovation pédagogique qui consiste à filmer les cours et les mettre online à la disposition des étudiants via les serveurs de l'université». Lors

de sa première année de lancement, cette plateforme contenait les cours de 30 modules. Et les responsables de l'université Cadi Ayyad ambitionnaient d'atteindre 80 modules lors de la deuxième année. Pour ce faire, ils n'ont pas lésiné sur les moyens. Cette université a mis en place trois studios audiovisuels pour enregistrer les cours et les mettre en ligne. Les responsables de cet établissement misent sur ces technologies pour améliorer les performances des étudiants. Ceux-ci disposent des cours à l'avance, leur permettant de mieux préparer avant d'arriver aux classes. Les séances au sein de la faculté sont ainsi réservées

aux explications des professeurs et aux questions des étudiants. Et cette recette semble séduire. Les responsables de cette université ambitionnent d'atteindre 400 modules au niveau de l'ensemble des facultés qui en relèvent. Surtout que «cela ne nécessite pas de grands moyens», est-il indiqué. Ils avancent même que le ministère de l'Enseignement supérieur les a sollicité pour généraliser l'expérience des cours en ligne à l'ensemble des universités marocaines. Déjà, l'université Ibn Zohr d'Agadir semble être sur les traces de Cadi Ayyad. En effet, cet établissement a également lancé sa plateforme de MOOC. L'administration de cette université a appelé les enseignants à soumettre leurs projets de MOOC. Une cellule de e-learning s'est chargée du montage de ce projet. Une seule consigne adressée aux professeurs: les cours doivent être préparés sur un support numérique, et destinés à un public nombreux. □

M. A. M.

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)

**ESG MAROC**  
Ecole Supérieure de Gestion

**Bac +3**  
Licence/Bachelor

**Cours du JOUR/SOIR**

**Bac+5**  
Master/Msc/MBA

**INSEEC**  
Institut National Supérieur de Formation Professionnelle

- Finance d'Entreprise
- Expertise Comptable
- Contrôle de Gestion et Système d'Information
- Salles de Marché, Métiers du Trading et Risk Management

- Achats Internationaux et Logistique
- Développement International
- Gestion des Ressources Humaines et Relations Sociales

- Marketing Communication et Stratégies Commerciales
- Trade Marketing, Distribution et Développement Commercial
- Marketing Digital et e-business
- Ingénierie Commerciale et Management de Projet

**CFC**  
Centre de Formation aux Carrières

**Inscription:** 32, Rue El Bakri (Tram ligne 1 - la Résistance) Casablanca Tél: 0522 444 001  
Email: [info@esgmaroc.com](mailto:info@esgmaroc.com) - Siteweb: [www.esgmaroc.ma](http://www.esgmaroc.ma)

# Logement étudiants: De la cité U au «système D»

## ■ Peu de capacités publiques: 1 lit pour 11 étudiants!

LE choix d'un cursus universitaire implique souvent la mobilité des étudiants d'une ville à une autre. Pour des milliers de jeunes, trouver un logement est une équation difficile à résoudre. La capacité d'accueil des cités universitaires publiques est très limitée. Pour les 656.467

étudiants qui rejoindront les bancs des universités publiques, il n'existe que 55.300 lits ! Soit un lit pour onze étudiants. C'est la raison pour laquelle une grille de critères a été établie pour accorder ces places de la façon la plus équitable possible. Pour avoir une place à la cité universitaire, il faudra prouver son mérite académique, son besoin (en fournissant des déclarations des revenus des parents) et son lieu de résidence.

L'offre en logement compte aussi des campus privés. Pour le moment, peu de promoteurs immobiliers se sont intéressés à cette niche. Parmi eux, figure la Fondation Miloud Chaâbi. Elle dispose d'un réseau de résidences à Kénitra (2.200 lits), à Tanger (3.000 lits), à Agadir et à Maâmora (2.194) à 300 dirhams par mois.

Mais le produit phare du logement pour étudiants est celui développé par

Dyar Al Madina, filiale de la CDG. Bayt al Maârifa est présente sur Rabat puis Casablanca, Meknès et El Jadida. Au total, ces résidences disposent d'un peu plus de 4.700 lits. Niveau prix, on est bien loin des 40 dirhams de loyer mensuel appliqué dans les «cités universitaires». Les prix varient selon la ville et selon la nature de la chambre (pour une ou deux personnes). Il faut compter entre 1.200 et 1.900 dirhams par mois à Rabat, 1.200 et 1.700 à Casablanca, 550 et 750 à Meknès et 500 dirhams à El Jadida. Les bâtiments sont gardés par des prestataires privés. Le confort est dans les normes et la sécurité. Le seul hic est la connexion Internet dans les chambres qui connaît constamment des problèmes.

A Casablanca, un autre opérateur s'est intéressé à cette «niche». La société familiale, Complus, possède elle aussi, près de la gare Oasis, la résidence estudiantine «Loge-études». Elle ne compte pour le moment que 200 lits.



Votre vie professionnelle nous importe et nous sommes les spécialistes qui vous accompagnerons dans son évolution.

**L'engagement** dans un projet de développement et de construction de carrière, nécessite une intervention de **proximité** et de qualité afin de vous faciliter la vie vers une ascension personnelle.

**N° 1** de la Formation des Cadres, avec un large éventail de programmes nationaux et internationaux, le pôle **Executive de l'Université Mundiapolis** à Casablanca est le seul à offrir un programme **d'accompagnement** qui permet aux participants de changer de vie professionnelle en toute quiétude.

Dans une optique avant-gardiste, notre devise est une promesse selon laquelle toute personne « **vivant** » l'expérience Mundiapolis Executive trouve un souffle d'innovation, qu'elle verra transparaître dans nos produits, nos services, nos communications ou encore dans toute initiative prise.

Du diplôme professionnel à l'activité de recherche scientifique, tous les choix existent et toutes les chances sont offertes à tous, dans un objectif de qualité des formations, d'égalité des droits des apprenants et d'évolution professionnelle réussie.

Nous restons à votre disposition pour répondre à vos questions et vous accompagner dans vos choix de formation.

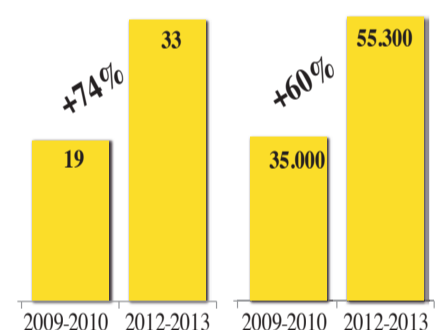
## Inscriptions ouvertes

**N'hésitez pas à contacter l'un de nos Responsables  
Gestion et Développement de Carrière au 05. 22. 47. 63. 63  
ou par E-mail : executive@mundiapolis.ma**

 UNIVERSITE  
MUNDIAPOLIS  
EXECUTIVE  
LE MEILLEUR EST EN VOUS

77, Bb d'Anfa - Casablanca 20 000 - Maroc  
Tél G : 05 22 47 63 63 – Direct : 05 22 48 53 64 – Fax : 05 22 47 63 65  
E-mail : executive@mundiapolis.ma  
www.mundiapolisexecutive.ma

### Nombre de cités universitaires Capacité litère



Source: MES

*Malgré une amélioration significative de l'offre publique du logement pour étudiants, le nombre de places reste en deçà du besoin, laissant les étudiants confrontés au marché de la location*

Mais cette offre, publique ou privée, est loin d'être suffisante. Résultat: les étudiants n'auront d'autre issue que de recourir à la location, souvent dans des quartiers périphériques où les prix sont plus ou moins abordables. A Rabat, dans les quartiers Océan, Qamra et à Hassan et à Casablanca à Sidi Maârouf ou à Mers Sultan, ils peuvent trouver des petits appartements à des loyers qui varient de 1.700 à 2.500 dirhams. En optant pour la colocation majoritairement, le coût du logement peut être réduit à 1.000 dirhams maximum.

Pour les étudiants des écoles privées qui ont simplement un pouvoir d'achat plus important, c'est une gamme de logement qui entre en jeu. Un studio dans le Mâarif ou dans la ville peut coûter entre 3500 à 4000 dirhams. □

Mehdi LAHDIDI

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com